

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire  
(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

N°89

OCTOBRE 1989

20 F

- ◇ Cyclone  
en Guadeloupe
- ◇ Sur  
*Moi, la révolution,*  
de Daniel Bensaid
- ◇ C.L.R. James,  
« Briser les  
chaînes... »



## POLOGNE : LE GRAND TOURNANT

# QUI GAGNE QUOI ?

Nombreux sont ceux, nous révèle *l'Événement du jeudi*, qui « gagnent » beaucoup plus que Calvet ! Le PDG de PSA avait bien besoin de ce renfort en forme de mise au point. La solidarité active du CNPF et la tacite complicité du gouvernement n'avaient pu empêcher cette disgrâce des médias – quasi marque d'infamie – qui suivit la publicité faite par *le Canard enchaîné* à ses revenus déclarés et aux « augmentations » qu'il s'était octroyé.

Comme si un PDG de cette compétence pouvait être trop cher payé ! Calvet doit penser que ce monde est bien injuste...

Le « redressement » de PSA-Peugeot, unanimement salué, n'est-ce-pas lui ? Le défi lancé aux Japonais de résister victorieusement à leur concurrence ? Encore lui !

Le souci de tenir la dragée haute aux travailleurs pour ne pas lâcher sur la maximalisation des profits ? Toujours lui !

Et, d'abord, les mesquines indignations de ceux qui comparent ses revenus aux cinq mille francs mensuels accordés aux ouvriers ne supposent-elles pas un grossier malentendu ? Dans ce cas il s'agit de *salaires*. Dont d'implacables lois exigent qu'ils soient bridés si l'on veut les profits florissants. Dans l'autre, on recueille les fruits de cette habile politique.

Bref, le mot « gagner » est par trop flou. Les ouvriers peuvent s'autoriser à croire que, par leur travail, ils « gagnent » (mal) leur vie. Ils ne sauraient oublier qu'ils sont les perdants d'un système où les gains des patrons, des propriétaires, des boursicoteurs (ce sont souvent les mêmes) ne sont rien d'autre que le partage des profits... Entre *gagneurs* !

Et la seule question sérieuse qui se pose est de savoir de quel côté on est, avec qui on veut faire société. La courageuse détermination des Peugeot est venue le rappeler au bon moment. D'où l'extraordinaire popularité de leur lutte. Lorsque, un peu partout, de Sochaux à Bercy, de nombreuses « catégories de personnel » protestent contre la maigreur de leurs salaires face à l'obésité des profits, exiger davantage apparaît comme une stricte question de dignité.

Nos socialistes gouvernants auraient tort de l'oublier et croire qu'ils pourront s'en tirer à force de gesticulations.

Gesticulations de dire : « *Nous n'y pouvons rien, Peugeot c'est le privé* », quand, dans le public, aux Impôts, ils opposent un même refus aux revendications ! Gesticulations encore de prétendre soutenir, en tant que Parti socialiste, les Peugeot et ne pas lever le petit doigt comme gouvernement ; pour, au bout de cinq semaines de grève, faire ce geste auguste qui consiste à désigner un... « médiateur » !

La grève de Peugeot rappelle à ces messieurs qu'il ne suffit pas de gagner les élections, au nom de la gauche, pour prouver qu'on n'est pas du côté des « gagneurs ».

## SOMMAIRE

**4 La Guadeloupe, le dos au mur**, par Jacques Dubuis.



**7 Interrogations polonaises**, par François Ollivier et Francis Sitel.

**10 Le socialisme, malgré tout**, par Hubert Sandor.

**13 Pour le passage de tout le pouvoir à Solidarité**, par Zbigniew Kowalewski.

**17 « Entre deux mondes »**, par Gérard Filoche.

**19 Remarques sur les différents visages du marché**, par François Dietrich.



**21 Le passé, enjeu au présent...** Entretien entre Daniel Bensaid et Antoine Artous, à propos de *Moi, la révolution*.

**28 C. L. R. James, Briser les chaînes...**, par Enzo Traverso.

**33 La révolution confisquée**, par Alain Nazier.

# La Guadeloupe, le dos au mur

*« Les rigueurs de notre climat ne sont pas continûment excessives ; mais quand la violence se débride, elle brise. Heureusement, elle ne dure pas : la nature est à l'image des hommes, et l'ouragan est d'une nuit. Mais cet amas de boues rouges, d'énormes troncs écorcés, de putridités folles nouées aux tôles des cases éventrées, la pestilence, ou ces matelas dérisoires pleins d'une viscosité sèche et irrémédiable, et plus que tout la lente résignation des sinistrés : il m'est évident que notre pays se couvre de son vrai visage, que la lèpre sourde qui nous ronge, soudain levée par les eaux, apparaît. C'est toujours le peuple démuné que les boues déracinent. »*  
Edouard Glissant  
*L'Intention poétique,*  
Editions du Seuil, 1969.

JACQUES DUBUIS



**S**EPT morts, sans même compter les neuf personnes décédées dans un accident d'hélicoptère effectuant une mission de secours quelques jours après le passage du cyclone, près de deux cents blessés : le bilan humain de la catastrophe est lourd, très lourd. Pour ceux-là, pour leurs familles, rien ne pourra égaler en horreur la nuit de cauchemar où l'ouragan Hugo a frappé de plein fouet la Guadeloupe. La presse locale antillaise est pleine des récits effarants de gens qui ont vu la toiture de leur maison s'envoler, un arbre arraché s'abattre sur leur case, un parent ou un ami blessé en allant chercher refuge ailleurs... Mais pour les autres, pour tous les autres habitants de la Guadeloupe, c'est le plus dur qui est à venir : c'est l'après-cyclone, quand il faut recenser les dégâts, se battre pour obtenir un peu de lait pour les enfants, un peu d'eau pour ceux qui doivent retrousser leurs manches afin de reconstruire ce qui peut l'être. Et avec la certitude qui s'ancre au fil des jours dans la population la plus touchée, celle de la partie Nord de l'île — la Grande-Terre —, que le rétablissement d'une situation à peu près supportable prendra des mois, voire des années.

## HUGO : SOUS LA PLAGE, LA MISERE

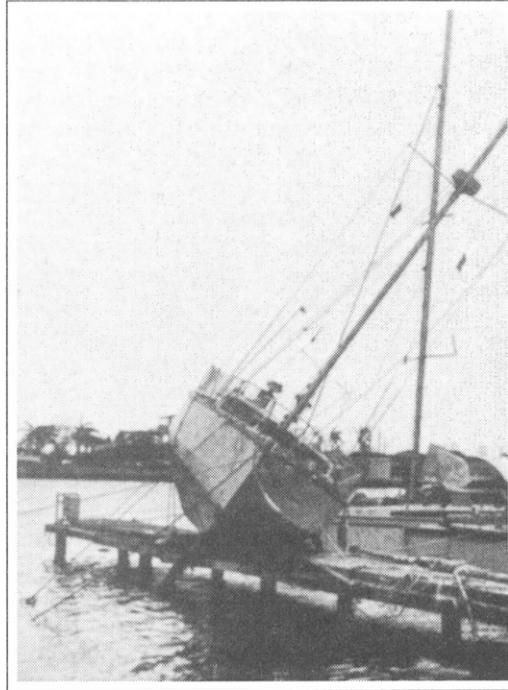
Le tableau qu'offre l'île moins d'une semaine après l'événement est en effet une

vraie désolation : le réseau d'électricité est détruit à 80 %, le réseau routier secondaire a en partie disparu, la distribution de l'eau interrompue sur la plus grande partie du territoire : l'eau, le plus indispensable des éléments dans de telles circonstances ! Sur le plus long terme, la catastrophe écologique est effroyable : la forêt de Basse-Terre est en partie détruite, son parc national défiguré. Les conséquences de cela sur le sort de la faune antillaise ne peuvent pas encore être évaluées, mais seulement devinées. Partout, le paysage paradisiaque et exubérant a cédé la place à la vision d'une terre comme atomisée par le cyclone. Les pouvoirs publics, malgré les renforts civils et militaires arrivés de métropole, sont débordés et ne savent visiblement plus où donner de la tête. Les tensions commencent d'ailleurs à monter dans la population, malgré les efforts conjugués des responsables publics et des élus socialistes qui multiplient les appels « solennels » à la responsabilité et jettent l'anathème contre les « fauteurs de division » : dans certaines communes, souvent autour de militants indépendantistes liés à l'UPLG<sup>1</sup> ou bien au Parti communiste guadeloupéen, ou encore du GRS, on voit se former des comités qui tentent, devant la carence de certaines municipalités ou administrations, d'organiser les secours et les travaux de première urgence. La préfecture a décidé de prendre un arrêté bloquant les prix des produits de grande consommation à leur niveau du 14 septembre. Un mouvement s'était fait

jour en ce sens, et c'était bien le moins qu'on pouvait faire, quand des commerçants peu scrupuleux n'hésitaient pas à vendre la baguette de pain à 8 F, ou encore le litre d'eau minérale à 20 F ! Mais quel sera le degré d'efficacité d'une mesure de ce type quand on connaît les moyens dérisoires dont dispose sur place le service de la répression des fraudes pour en vérifier l'application ? A leur façon bien à eux, les magistrats du tribunal de Pointe-à-Pitre ont tenté de mettre un peu d'ordre dans cette période de « troubles » : quelques malheureux imbéciles qui avaient jugé bon de voler des objets dans différents magasins ou maisons plus ou moins dévastés par le cyclone, geste il est vrai parfaitement odieux dans un tel contexte, jugés à l'expéditive en procédure de « comparution immédiate », ont écopé de peines très lourdes : jusqu'à deux ans de prison ferme ! On ne fait même plus semblant de juger à peu près sereinement des individus, on cogne comme des sourds à grands coups de sanctions médiatiquement édiifiantes !

## **LES COMPLICES DE L'OURAGAN**

En revanche, il ne semble pas qu'aient été prévues des poursuites pénales contre les irresponsables qui ont laissé se développer en Guadeloupe une situation particulièrement propice au désastre actuel. C'est que le redoutable Hugo ne s'est pas contenté d'effeuiller les arbres à pain ou de sectionner les cocotiers que, la veille, en bon touriste débarqué sur la riviéra, on caressait du regard : il a mis à vif toutes les plaies économiques et sociales du territoire, toute l'incommensurable incurie qui préside à la gestion d'une colonie de la France, morceau des Caraïbes qu'on essaie à toutes forces et à toute vitesse d'intégrer à l'Europe du « Grand marché »<sup>2</sup>, même si c'est au prix de son identité et de son histoire propres, dans le but du profit le plus rapide et le plus élevé, non pas pour sa population, mais pour sa bourgeoisie locale — et pour les capitaux métropolitains. Les récoltes de canne à sucre et de banane (les deux piliers de l'agriculture guadeloupéenne) sont détruites



à 95 % et, avec elles, leurs infrastructures de production. Mais quelle fatalité a donc voulu qu'on concentre toute l'agriculture locale sur des plants ultra sensibles aux effets des calamités naturelles (un vent de soixante kilomètres-heure suffit à coucher n'importe quel bananier, dépourvu de racines ; Hugo soufflait à près de deux cent cinquante kilomètres-heure !) ? On dénombre aujourd'hui entre quinze et vingt mille sans abri. Que dire de la responsabilité des pouvoirs publics, des collectivités locales, des constructeurs, qui ont laissé sans réagir croître et prospérer un habitat des populations les plus démunies complètement inadapté aux conditions climatiques du secteur<sup>3</sup> ? Pourquoi avoir copié le réseau de distribution électrique sur celui de la métropole (installations aériennes), alors que, visiblement, ce qui s'imposait c'était le développement d'un réseau souterrain ? N'importe quel professeur d'histoire et géographie du coin sait qu'aux Antilles françaises, de 1635 à 1989, on a dénombré vingt-six cyclones en moyenne par siècle, soit à peu près un tous les quatre ans ! En 1979, deux furieux ouragans, David et Frédéric, avaient ravagé toutes les Antilles... Mesures prises depuis ? Zéro ! Moins d'une semaine après le

passage d'Hugo, la pénurie alimentaire faisait son apparition dans l'île : difficultés à se procurer du lait, de l'eau, des conserves (indispensables, puisque l'électricité est coupée dans presque toutes les communes). Là encore, comment ne pas se poser de questions sur la carence des administrations « compétentes » qui n'ont pas pris de mesures sérieuses pour constituer des stocks durant la saison cyclonique, limitée d'août à octobre aux Antilles françaises. Les météorologistes savent bien que, durant les quatre derniers siècles, les cyclones sont arrivés quarante fois en août, vingt-huit fois en septembre, douze fois en octobre ! Est-il si compliqué de prendre des mesures en conséquence ? Le cyclone, qui a tué en Grande-Terre des dizaines de milliers de volaille et la quasi totalité du cheptel bovin, risque de déboucher sur un problème épidémique majeur. Dans des conditions particulièrement difficiles (dispensaires de soins détruits dans certaines communes, début de pénurie de médicaments, etc.), les différents agents des services de santé font ce qu'ils peuvent. Mais la catastrophe dite « naturelle » voit ses effets se nouer inextricablement là encore aux problèmes sociaux les moins « naturels » : la défaillance du système de santé à l'occasion du cyclone ne renvoie-t-elle pas au sous-équipement médical criant du département : d'après l'INSEE on comptait en Guadeloupe un médecin pour six cent quatre-vingts habitants, alors qu'en métropole la moyenne nationale est de un pour quatre cent quarante. Et un dentiste pour trois mille habitants en Guadeloupe, alors que c'est un pour mille six cents en métropole. Toujours dans ce registre des faits qui témoignent de l'impréparation coupable des services publics à un phénomène naturel pourtant fréquent dans ces régions, on peut noter que très rapidement au cours du cyclone la préfecture se voyait dépourvue de tout moyen de communication tant avec la population locale qu'avec la métropole. On fit appel à un radio-amateur ! Et c'est une radio privée « RCI » qui a assumé seule durant plusieurs jours le travail d'information élémentaire, avec talent, mais non sans arrière-pensées commerciales... Quant à la précieuse station météo du Raizet, elle a volé en éclats dès les premières rafales

d'Hugo, ce qui n'est pas étonnant quand on connaît l'état de vétusté et les anomalies de construction qui la caractérisaient... On comprend dès lors que le gouvernement s'inquiète des réactions de colère qui pourraient surgir dans la population, le cataclysme naturel agissant comme un puissant révélateur de toutes les tares de la société guadeloupéenne, telle qu'elle se trouve, dans la dépendance de l'impérialisme français, cette dépendance qui humilie et qui obscurcit, comme c'est remarquable dans tous les rapports de type colonial, les intelligences<sup>4</sup>.

## **RECONSTRUIRE UNE GUADELOUPE, MAIS LAQUELLE ?**

Les guadeloupéens trouvaient déjà un peu dur qu'en cette année de commémoration de la proclamation des droits, on oublie de dire qu'être citoyen français aux Antilles c'est avoir droit à un SMIC diminué de 20 % (alors que la vie est deux fois plus chère qu'en métropole) et à des allocations familiales elles aussi diminuées, quand elles ne sont pas purement et simplement supprimées, par dérogation scandaleuse — et teintée de racisme — aux règles de versement de la Sécurité sociale... Les voici en face d'une administration métropolitaine et de notables locaux qui, par imprévoyance et goût du profit facile et immédiat, se sont faits, d'une certaine façon, les complices de l'ouragan. Luc Reinette a lancé l'idée de la création d'un Comité national de reconstruction de la Guadeloupe. Bonne idée, si cela a pour but de faire avancer l'unité, la mobilisation et l'organisation autonome des guadeloupéens, et de démontrer en pratique qu'ils peuvent se passer de l'Etat français pour gérer leurs affaires. En revanche, un tel comité, s'il devait servir à promouvoir une espèce d'union nationale caricaturale qui effacerait les problèmes sociaux cruciaux posés en Guadeloupe, n'aurait guère d'intérêt. Si c'est pour reconstruire la même Guadeloupe qu'avant le cyclone, le jeu ne vaut sans doute pas la chandelle. Les calamités naturelles, on peut juste s'en protéger. Les calamités sociales, on peut les empêcher.

1. Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, principale formation indépendantiste.

2. Aux dernières élections européennes le taux d'abstention a dépassé les 90 %.

3. Dans certaines communes de la Grande-Terre, les cases ont été détruites à 80 %. Des maisons bâties en dur sans tenir compte des normes ont littéralement explosé sous l'impact des rafales de vent.

4. Voir à ce sujet, notamment, le livre d'A. Memmi : *Portrait du colonisé*, éditions Gallimard (NRF).



La situation en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est marque sans doute un tournant important de l'histoire mondiale. Les problèmes soulevés, les questions en débat sont multiples. Notre revue sera amenée, naturellement, à y revenir sous divers angles dans les numéros à venir. Y compris en confrontant divers points de vue et positions qui peuvent voir le jour au sein de la LCR et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# INTERROGATIONS POLONAISES

FRANÇOIS OLLIVIER ET FRANCIS SITEL

*« Les volte-face de l'élite politique polonaise nous mettent au défi de l'observer avec une plus grande attention. »*

Georges Mink

**D**ANS un livre récent <sup>1</sup>, Georges Mink, spécialiste de la société polonaise, n'hésite pas à parler de « l'énigme Jaruzelski », de « vertige de l'histoire », et use du terme « baroque » pour caractériser la politique de la bureaucratie... Nous voici à des années-lumière des analyses récentes, qui semblaient obligées à quiconque voulait être écouté lorsqu'il parlait des pays de l'Est, ressassant l'immobilisme de ces sociétés figées par la totalitarisme. Alors que l'onde gorbatchevienne bouscule tout, la Pologne, avec ce gouvernement où se trouvent associés, sous l'autorité du responsable du coup militaire de décembre 1981, ministres de Solidarité et du POUP, prend figure de triangle des Bermudes des certitudes passées.

## L'IRRUPTION DE L'INEDIT

Quelle importance accorder à cet événement que représente la formation du gouvernement Mazowiecki ? On peut être tenté, ici, de déchiffrer ce qui se passe là-bas à l'aide d'analogies empruntées à notre propre réalité politique. Après tout, l'expérience 1986-1988 ne nous a-t-elle pas initiés aux mystères de « cohabitations » imprévues ? Une telle approche, faisant de similitudes superficielles des repères conceptuels, reviendrait à escamoter l'irréductibilité des systèmes sociaux en présence et passerait à côté de l'essentiel : le caractère absolument inédit de ce qui se joue en Pologne, et son importance historique. D'autres analyses, tout en affirmant ce même constat, tendent à en relativiser la portée en ramenant la complexité du réel à un de ses aspects. Ainsi, de la compréhension des enjeux à partir de la seule question de la privatisation

de l'économie, voire de la restauration du capitalisme, censée être le projet commun susceptible de sceller l'alliance gouvernementale de Solidarité et du POUP. Approche qui oblige à ne voir dans Solidarité que sa direction, elle-même ramenée à ses tendances bureaucratiques. Face à une telle ossification des deux partenaires gouvernementaux, les bouleversements en cours et à venir n'apparaissent plus susceptibles que d'une explication : la poussée du mouvement des masses. Pourtant, ces mêmes éléments, pris isolément ou dans leur combinaison, impliquent des contradictions au sein de la société polonaise et des pays de l'Est nécessairement explosives. La question reste donc entière de savoir comment les forces politiques en présence s'efforcent de maîtriser celles-ci. Telle est bien l'acuité des enjeux polonais qui, aujourd'hui, concentrent les potentialités et les risques ouverts par le gorbatchevisme. Ne pas relativiser cette importance est nécessaire pour prendre la mesure de ce qui vient de se produire. Et surtout pour en appréhender les conséquences en chaîne. Pour le POUP et les syndicats officiels, et pour Solidarité, dont se trouve mise en cause la double légitimité, en tant que représentant de la classe ouvrière, voire d'une bonne part de la société polonaise, et, aux yeux de l'Occident, comme acteur principal du devenir possible de la Pologne.

## SOUS LE SIGNE DU COMPROMIS

Le changement historique qui s'est produit en Pologne prend la forme d'un compromis, en termes de partage du pouvoir, entre le POUP, c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne, adossée à l'URSS, dont elle

tire son « droit d'être » sinon sa légitimité, et Solidarité expression politique indépendante de la classe ouvrière polonaise. Certes, ce partage est profondément inégal. Le pouvoir même reste entre les mains du POUP qui, outre une présidence renforcée, conserve le monopole des principaux leviers gouvernementaux avec les ministères de l'Intérieur et de l'Armée.

En même temps, chacun est conscient que l'expérience ne peut se développer que dans les marges de tolérance libérées par Gorbatchev, limitées à l'évidence décisives puisqu'elles témoignent de la fragilité d'un processus placé sous haute surveillance. N'empêche que Solidarité a accédé au gouvernement. Même si le mouvement n'est plus ce qu'il était en 1981 — sa charge subversive s'est usée à l'épreuve de la défaite et de la normalisation —, c'est l'officialisation par le Parti communiste même de l'impossibilité où il se trouve de continuer à prétendre être le représentant des travailleurs et le parti dirigeant de la Pologne socialiste.

Bref, pour lui le compromis a valeur de reconnaissance de sa faillite. L'importance du compromis renvoie, en dernière analyse, à la gravité de la crise que traverse la Pologne, et, au-delà, l'ensemble des pays du bloc « socialiste ». Mais il n'a pu devenir possible que par la volonté consciente des forces qui y ont concouru. D'une part, la bureaucratie, dirigée par Jaruzelski et en connivence avec Gorbatchev. D'autre part, la direction de Solidarité qui s'appuie sur la classe ouvrière polonaise et dispose des appuis de l'Eglise catholique, des gouvernements occidentaux, ainsi que des partis socialistes et des syndicats qu'ils influencent.

Si un tel bouleversement n'a été rendu possible que par la mobilisation des travailleurs polonais, qui d'abord a permis l'existence et la résistance de Solidarité, puis a bousculé les prévisions par la puissance électorale de son rejet de la bureaucratie, on ne saurait pourtant caractériser la situation présente comme une « étape sur la voie de la révolution politique ». Parce que, précisément, elle est dominée par le compromis. Compromis dont la viabilité sera fonction de sa capacité à contenir le mouvement des masses dans les limites qui sont les siennes aujourd'hui, et qui vise à assurer l'aide occidentale, tout en garantissant le maintien des rapports sociaux existants et les alliances qui lient la Pologne à l'URSS et au Pacte de Varsovie.

Le gouvernement Mazowiecki n'est pas la simple résultante de forces aveugles : soit les tendances agissant au sein du POUP et de Solidarité dans le sens d'une réforme capitaliste de l'économie, soit la réponse panique à une poussée impétueuse des masses, voire une combinaison des deux...

### **LES ACTEURS DU COMPROMIS**

L'accord pour gouverner ensemble d'ennemis irréductibles, qui ne veulent ni se renier ni se suicider, repose sur des réponses politiques convergentes à la crise que connaît la Pologne et qui menace celle-ci de déstabilisation et de chaos. Il est sans doute vrai que les directions du POUP et de Solidarité ont été surprises par la poussée électorale qui, s'engouffrant dans l'ouverture d'élections partiellement libres, a bousculé les

scénarios prévus. Mais les risques ont été assumés consciemment en fonction de politiques cohérentes et de long terme. Il ne sert à rien d'escamoter ou de relativiser cette dimension proprement politique. Du côté du POUP, il est clair que Jaruzelski, qui agit de concert avec Gorbatchev, a fait le choix de diriger avec Solidarité et que cette innovation absolue représente aujourd'hui l'expérimentation la plus avancée, peut être la plus aventureuse, de ce à quoi oblige la perestroïka. Quant à Solidarité, on ne peut nier la continuité d'une orientation qui, dès avant le soulèvement de 1981, s'organisait, en termes d'« auto-limitation », autour de la recherche du compromis<sup>2</sup> et qui, à travers la période de la répression et de la normalisation, a conduit à la politique de légalisation de Solidarité, à l'acceptation de la table ronde, puis à l'accession au gouvernement. On doit débattre du bien fondé de cette stratégie, on ne peut plus en contester la cohérence. Si le compromis a pu se concrétiser, c'est qu'il est devenu possible du fait même de la crise dans laquelle s'enfoncent la Pologne et les pays de l'Est qui dégage, dans une situation marquée par les limites d'une alternative socialiste révolutionnaire, un espace politique pour l'expérimentation d'inédites solutions inspirées de la perestroïka gorbatchevienne. Ce qui oblige à écarter l'idée que l'enjeu immédiat des évolutions actuelles dans ces pays serait la restauration du capitalisme : on ne saurait assimiler le consensus qui existe aujourd'hui entre la bureaucratie et l'ex-opposition sur la nécessité de renforcer le marché, de privatiser une partie de l'économie, de s'appuyer sur l'aide capitaliste, à une volonté de liquider purement et simplement les rapports sociaux existants. Ce qui supposerait que la bureaucratie — la bureaucratie en tant que telle, et non certains de ses secteurs —, engage un processus de contre-révolution sociale visant la destruction des bases étatiques de l'économie dont dépend son existence. Ce qui serait, pour elle, suicidaire. Cette appréciation renvoie à l'analyse de la bureaucratie, qu'on ne peut définir comme « bourgeoise ». Trotsky a pu parler d'un « caractère bourgeois de la bureaucratie » : « dans la mesure où elle plonge ses racines dans un système bourgeois de répartition au sein de l'Etat ouvrier », elle conserve une double fonction, s'appuyant « tantôt sur

La classe ouvrière confrontée à une phase décisive.  
Gdansk, 1981.



rolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat<sup>3</sup> » afin de toujours sauvegarder ses propres privilèges... Certes, la tolérance de ce même système aux réformes engagées a certainement ses limites, mais celles-ci ne sauraient être transgressées insensiblement, sans affrontements de classes majeurs. C'est parce que l'impérialisme est lui-même conscient de cette réalité qu'il limite aujourd'hui son offensive à ouvrir plus largement à ses marchandises ces marchés, surtout à tirer les profits politiques de l'affaiblissement du bloc socialiste et exploiter au maximum « l'échec du socialisme » que celui-ci symbolise. A preuve, le fait que les gouvernements occidentaux sont pleinement conscients de la contradiction qui oppose la nécessité reconnue par eux d'« aider Gorbatchev » et la tentation de « pousser l'avantage » par rapport à la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou la RDA, où se trouve ouverte la possibilité de rendre obsolètes les accords de Yalta. L'impromptu de Varsovie est rendu possible du fait qu'entre l'impérialisme et le Kremlin se négocient les termes d'un nouveau compromis, plus avantageux pour le premier compte tenu des difficultés historiques du second, mais obligatoirement borné par le souci de ne pas déstabiliser pour autant un ordre mondial, et européen au premier chef, qui s'en trouve gravement fragilisé.

## DEFIS OUVRIERS

Que, dans cet immense jeu de forces, la Pologne parvienne à dégager un espace spécifique d'expérimentation : tel est le pari engagé par le POUP et Solidarité. Rien ne permet de dire s'il peut être gagné, ni si Jaruzelski et Walesa seront en capacité de contrôler les forces ainsi libérées. Il est sûr, en revanche, que la classe ouvrière polonaise se trouve confrontée à une phase décisive et que les réponses politiques qu'elle doit apporter revêtent un degré de difficulté peu commun. C'est une stratégie politique transitoire qu'elle doit définir, apte à répondre à la hauteur des enjeux : ni plus ni moins que le devenir de la Pologne, qu'on ne peut isoler de celui des autres pays du bloc soviétique. Une telle stratégie ne saurait se réduire à la seule lutte économique, autour du refus de l'austérité. Ni à la recherche d'une formule de gouvernement, isolée d'une orientation programmatique d'ensemble articulant revendications immédiates, problème du gouvernement et projet de société. La situation présente, du point de vue des travailleurs, est en effet dominée par une contradiction : du fait de l'ampleur de la crise de la société et des choix politiques du POUP et de Solidarité, le problème du pouvoir se trouve effectivement posé. Mais, du même mouvement, il ne se trouve actualisé qu'en fonction d'une mobilisation populaire suffisamment limitée pour rendre possible un compromis qui, à son tour, constitue un facteur de blocage pour cette mobilisation. Une perspective de pouvoir réduisant la rupture avec la bureaucratie à un mot d'ordre de gouvernement du type « gouvernement de Solidarité, sans ministres du POUP » est sans doute susceptible de s'actualiser dans une situation pré-révolutionnaire. Mais, dans le contexte actuel, qui est fort éloigné d'une telle incandescence, on peut craindre

soit qu'il conduise à entretenir des illusions sur la politique de la direction de Solidarité, soit qu'il soit compris comme une invitation aventuriste à précipiter avec la bureaucratie un affrontement dont les conditions ne sont pas réunies. Au centre de toute perspective politique, il convient de placer le programme répondant aux exigences des travailleurs polonais : refus de l'austérité, contrôle ouvrier, réorganisation de l'économie en fonction des besoins populaires... C'est sur cette base qu'un gouvernement de Solidarité serait en mesure de satisfaire les aspirations des travailleurs. Il semble donc que la phase actuelle est davantage celle de la définition d'une perspective transitoire. Face à une réalité gouvernementale qui tend à piéger les travailleurs d'un double point de vue : d'une part, en leur imposant l'austérité et les réformes de type capitaliste de l'économie, d'autre part, en leur confisquant la politique, et ce au nom de la double nécessité de sortir de la crise et de ménager le compromis gouvernemental. Le problème crucial est bien, dans ces conditions, l'enjeu politique : la capacité de la classe ouvrière d'opposer aux appels à la passivité le refus de confier son sort et le destin de la société à de nouveaux « maîtres ». Bref, l'exigence de prendre les choses en main. Nécessité qui devrait se concrétiser dans la capacité de s'attaquer aux questions-clés, et ce en termes d'une auto-organisation se déployant à tous les niveaux : pour répondre aux problèmes de la vie quotidienne — de distribution des produits alimentaires, de logement, d'équipements collectifs... -, aussi bien que pour réactiver la notion d'autogestion dans les entreprises. Dynamique qui amènerait sans doute à bousculer les termes dans lesquels se trouve actuellement posée la question de la propriété des entreprises. Il semble clair qu'une telle réactivation politique de la classe ouvrière ne saurait faire l'économie d'un problème immédiat qui est celui de la démocratie nécessaire dans les rapports avec Solidarité, et au sein de Solidarité, amenant en particulier à poser le problème d'un congrès démocratique apte à décider des choix fondamentaux aujourd'hui d'actualité... Une telle activité politique de la classe ouvrière polonaise développerait inévitablement ses effets au sein même du POUP et des syndicats officiels, aidant par là même à dégager cette perspective politique d'ensemble dont il apparaît que la société polonaise a besoin pour se mobiliser et relever victorieusement les défis auxquels elle se trouve confrontée.

1 : Georges Mink, *la Force ou la raison, Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, La Découverte, mai 1989.

2 : cf. Adam Michnik : le modèle de pensée du KOR, « qui reste actuel, est fondé sur la recherche du compromis, le rejet de la rhétorique révolutionnaire » (Interview, in *Libération*, 16 septembre 1986). Et Bronislaw Geremek : « Un (...) pacte reste possible. J'estime, ce qui pourrait paraître surprenant, que la conclusion d'un tel pacte social contre la crise a plus de chance de réalisation aujourd'hui qu'en 1981. Pourquoi ? La raison réside dans les expériences vécues par les deux parties avant et après le 13 décembre 1981. L'expérience que la société a acquise est qu'elle doit maintenir ses aspirations dans les limites raisonnables ; l'expérience acquise par le pouvoir est que, sans forces sociales authentiques, il n'est pas possible d'opérer un tournant dans la situation économique du pays, tournant que tous désirent. De ce fait, le pacte anti-crise aurait, je le répète, plus de chances de réalisation aujourd'hui qu'en 1981. » in *Konfrontacje*, février 1988. (Cité par G. Mink, *op. cit.*, p. 228).

3 : Léon Trotsky, *Défense du marxisme*.



# Le socialisme, malgré tout...

HUBERT SANDOR

**L'**HISTOIRE regorge de régimes dirigés par des généraux, qui se hâtent de remplir les prisons. Et aussi de révolutions qui les renversent et portent à la tête des ministères d'anciens « délinquants ». Mais on trouvera avec difficulté un exemple comme celui de la Pologne où, dans le même gouvernement, d'ex-détenus surveillent leurs ex-gardiens (à moins que ce ne soit l'inverse !). Serait-ce une demi-révolution ?

Certes, l'appareil du parti détient des postes qui, en cas de crise, se révéleront décisifs. Et tout le monde sait que, s'il est pleinement au gouvernement, Solidarnosc n'est pas tout à fait au pouvoir. L'Etat est bicéphale. Mais là n'est pas, pour l'instant, la question essentielle : le pouvoir, et *a fortiori* le gouvernement, n'est pas un but en soi. Ce qui importe, c'est « le pouvoir pour quoi faire ? » Apparemment, la direction du POUP et celle de Solidarnosc semblent être en accord : hors le recours au marché généralisé, pas de solution à la crise !

## **GARDIENS ET PRISONNIERS SUR LE MEME BATEAU QUI SOMBRE ?**

Tout sépare ces hommes qui vont gouverner ensemble. D'abord, l'épaisseur des murs de l'ex-prison. Mais, plus substantiellement, les motivations : les uns tentent, par des moyens inédits, de sauver ce qu'ils peuvent de leurs privilèges, les autres s'efforcent de sortir le pays de la crise. Mais, grosso modo, tous convergent pour considérer qu'il n'est point de salut hors du marché. Nul ne croit à la possibilité d'une issue socialiste. Au-delà des manœuvres et des divisions internes, cette convergence est réelle. Il ne faut pourtant jamais oublier cette différence de nature : on ne s'adresse pas à Kuron (sa lutte anti-bureaucratique lui a valu neuf années de prison) comme à un quelconque bureaucrate !

Que des ex(?) -staliniens, responsables de l'état des choses et incapables de proposer quoi que ce soit, feignent (ou non) de croire aux beautés de la libre-entreprise, qu'importe ! Quelques-uns de ces messieurs font le dos rond en attendant que l'orage passe (et sans doute en priant le Seigneur pour que la situation empire davantage). D'autres, beaucoup moins

nombreux mais beaucoup plus pressés, se convertissent aux temps nouveaux et essaient d'acheter à bas prix des usines.

Beaucoup plus tragique est le choix de la direction de Solidarnosc. Expliquer ce choix par l'existence d'un appareil déjà bureaucratisé et jouissant de privilèges, notamment grâce aux dons étrangers, peut sembler marquer « matérialiste ». Mais, pour l'heure, ce ne serait pas sérieux. Il ne s'agit pas d'idéaliser le syndicat, ni sa démocratie interne, on peut craindre que les traces de bureaucratisation vont s'aggraver, mais il convient de refuser l'idée que la politique de la direction de Solidarnosc serait déterminée par la défense des intérêts propres d'une couche de privilégiés. En fait, même si nul n'avait prévu que les choses iraient si loin, pour qui a suivi le développement idéologique de Solidarnosc la situation présente ne saurait apparaître totalement déconcertante <sup>1</sup>.

## **SOLIDARNOSC UNE HISTOIRE CONTRADICTOIRE**

Le syndicat a toujours été caractérisé par la contradiction entre sa force (réelle ou symbolique) et le flou des solutions avancées. Entre son aspiration à la justice sociale et à la solidarité ouvrière (d'où son nom) d'une part, et d'autre part le rôle joué en son sein par les « experts » qui, même à l'époque de la plus grande radicalité de Solidarnosc, prônaient l'adhésion au FMI et considéraient le marché comme le régulateur souhaitable de l'activité économique. Face au vide idéologique ouvert par la faillite du « socialisme réel », ces experts ont toujours représenté une force démesurée au regard de leur poids social, qui est celui d'une partie de l'intelligentsia et de la technocratie rêvant d'une société où l'inégalité sociale récompenserait le « mérite » et non plus l'appartenance au parti. Certes, l'importance de leur rôle a fluctué en raison inverse du niveau de la mobilisation ouvrière. Mais, leur force a été leur capacité à offrir de façon permanente, en l'absence de parti politique, une alternative perçue comme cohérente et radicale. Remarquons que cette ambiguïté programmatique de Solidarnosc n'a pas nécessairement constitué un frein à son développement. Elle a permis qu'existe un cadre unitaire rassemblant



une très grande part de la société autour de la classe ouvrière. Mais, contrairement au credo réformiste, il est archi-faux que « *le but n'est rien et le mouvement tout* » : incapable d'avancer une solution mobilisatrice pour sortir de la crise (le but), le mouvement aussi puissant soit-il ne pourra empêcher une « victoire militaire » de Jaruzelski au moindre coût. Tant que Solidarité était éloigné du pouvoir, la contradiction en question n'était pas soumise à l'épreuve des faits. Beaucoup de travailleurs et de dirigeants du syndicat pouvaient à la fois être partisans de la réforme marchande et hostiles à la hausse des prix et au chômage. A présent, l'exercice du pouvoir conduit tout le monde au pied du mur. Le « tout marché »<sup>2</sup> et la solidarité ouvrière deviennent contradictoires **en pratique**. Les dirigeants de Solidarité, comme 99 % de la société polonaise, ne croient pas (ne croient plus ?) à la possibilité d'une société qui déciderait *a priori* de ses grands choix économiques. Leur conviction est que les inconvénients du marché sont moindres que les défauts de l'utopie socialiste que, grosso modo, ils identifient à l'expérience stalinienne.

### **LA DIALECTIQUE DES CONQUETES PARTIELLES**

A ces facteurs idéologiques, dont il faut prendre pleinement la mesure (et pas seulement en Pologne !), va se combiner à ce qu'Ernest Mandel a dénommé la « dialectique des conquêtes partielles »<sup>3</sup>. Puisque la révolution n'est pas en permanence possible, et que de surcroît, associée à l'idée de violence et de « minorités agissantes », on peut douter qu'elle soit jugée en

Pologne comme souhaitable, faut-il pour autant renoncer à tout progrès par la voie de la réforme, à toute conquête partielle ? N'est-ce pas une formidable victoire pour la classe ouvrière et toute la société polonaise que la reconnaissance de Solidarité, la légalisation de ses journaux, de ses locaux, de ses permanents, etc. ? Quant à ces jeunes qui crient que, loin de pactiser avec les « rouges », il faut « du pain et pas des ministres », il veulent vraiment la révolution, mais pour aller où ? Avec quelles garanties ? N'est-ce pas au risque de tout perdre ? Ce sont là de vraies questions. Pour y répondre sérieusement, il convient d'aller au-delà des considérations, justes en elles-mêmes mais un peu courtes, comme quoi les travailleurs ne doivent pas faire les frais d'une crise dont ils ne sont en rien responsables. Aujourd'hui comme hier, le critère de la radicalité maximum n'est pas suffisant.

### **LA LOI DU MARCHÉ AUSSI EST TOTALITAIRE**

Le stalinisme était totalitaire, la logique du marché l'est également. A tous les échecs — prévisibles — de la nouvelle orientation, la réponse sera invariablement celle des « spécialistes ès marchés » yougoslaves : « *Ces échecs ne sont pas dus à un excès de marché mais, bien au contraire, à son insuffisante extension, supprimons les îlots qui lui échappent encore.* » Si le modèle visé est la Suède (capitaliste), les conditions concrètes de la Pologne dans le monde tel qu'ils est font que le développement du marché conduira à la Turquie (capitaliste elle aussi !). En d'autres termes, le « capitalisme à visage humain » (si tant est qu'il existe

quelque part) ne serait accessible qu'à une Pologne ayant échappé au gouffre dans lequel elle se trouve plongée. Ce qui suppose le problème résolu !

Le développement du marché va frapper de plein fouet la classe ouvrière : nouvelles montées des prix, chômage, dégradation accrue de la protection sociale, etc. Il va donc nécessiter une main de fer étrangère à la classe ouvrière. Et il ne permettra l'épanouissement ni de l'économie ni de la démocratie. La direction de Solidarité est partiellement consciente de cette réalité : elle ne parle plus d'autogestion, ni même de contrôle ouvrier.

L'opposition va donc s'exacerber entre ceux qui voulaient le marché comme moyen de démocratisation et de rationalité économique et ceux qui le souhaitent pour ce qu'il est : une possibilité d'enrichissement privé. Kuron, ministre du Travail, sera dès lors placé devant une alternative : ou persévérer dans l'apologie du libéralisme, et donc travailler plus étroitement avec son collègue du ministère de l'Intérieur, ou renoncer à cette orientation suicidaire, et renouer avec son engagement de défenseur des droits de l'homme au sens le plus large et le plus généreux du terme. Kuron, parce qu'il s'oppose à la violence, refuse la révolution. Ne voit-il pas qu'il se trouve engagé sur la voie de la contre-révolution, qui amènera plus de violence encore ?

Le socialisme — mais qui ose en parler ? — représenterait une rupture d'une autre envergure : au lieu de changer de maître (le patron contre le bureaucrate), il s'agirait alors pour les travailleurs de décider de leur sort, et ce à tous les niveaux (du plan de l'entreprise au plan national...). Toutes choses qui supposent un système articulé d'autogestion, dont il conviendrait de discuter, qu'il faudrait expérimenter... Une voie, certes utopique, en ce sens qu'elle n'a jamais été empruntée par la Pologne. Encore conviendrait-il d'examiner sérieusement les quelques cas où, dans des situations

encore plus dramatiques, de telles issues, même de façon partielle et déformée, ont été recherchées : l'URSS dans les années qui ont suivi 1917, la Yougoslavie à la fin des années cinquante... Est-il absurde de refuser le chômage de 500 000 ouvriers lorsqu'il y a, par exemple, un manque cruel de logements sociaux ? La bureaucratie ne les a pas construits. Le marché ne le fera pas non plus, car, selon ses critères, ce n'est en rien rentable. Qui osera prétendre qu'il est « réaliste » de jeter sur le pavé des gens ne demandant qu'à travailler, et ce dans un pays qui manque à peu près de tout ?

« L'utopie capitaliste », elle, est d'une autre nature. Le capitalisme réellement existant, c'est le capitalisme tout court, qui existe bel et bien au niveau international. C'est lui qui infléchirait le sort d'une Pologne « indépendante » au cas où les tenants du « tout marché » l'emporteraient. Mais un tel aboutissement suppose une défaite ouvrière : une chose est de dire oui à la réforme marchande, une autre d'accepter les conséquences concrètes de celle-ci en termes de brutale aggravation des conditions de vie, sans que les sacrifices consentis demain représentent une quelconque promesse pour le surlendemain...

1. Encore que pour être honnête, il faut admettre que Kuron et ses amis, avec leur conception de révolution autolimitée, peuvent à juste titre s'enorgueillir d'avoir obtenu sur le terrain politique ce pour quoi ils ont lutté avec un courage et une opiniâtreté extraordinaires pendant plus de dix ans. Pas plus aujourd'hui qu'hier nous ne partageons cette conception, mais nous devons reconnaître que dans le passé nous avons trop facilement identifié notre désaccord avec l'impossibilité de victoire tactique d'une telle orientation.

2. Nous ne discutons pas ici s'il faut développer le marché dans certains secteurs — évidence que nul ne saurait nier, surtout en ce qui concerne les services et la distribution — mais de la domination de la loi du marché, c'est-à-dire la situation dans laquelle c'est celui-ci qui décidera (à certains correctifs près) des revenus et des investissements.

3. Ernest Mandel, *De la bureaucratie, Cahiers Rouge*.





# Pour le passage de tout le pouvoir à Solidarité

Zbigniew Kowalewski

**C**ouche parasitaire, la bureaucratie stalinienne au pouvoir n'est pas une bureaucratie ouvrière, comme ses partis ne sont pas des partis ouvriers. La contre-révolution stalinienne ne consistait pas dans la consolidation d'un processus de bureaucratisation d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cette contre-révolution a détruit non seulement un parti révolutionnaire et une génération de militants révolutionnaires, mais aussi un parti ouvrier et une bureaucratie ouvrière formée progressivement après la victoire de la révolution prolétarienne. Issue d'une différenciation fonctionnelle au sein de la classe ouvrière, la bureaucratie ouvrière fut remplacée par une bureaucratie issue d'une différenciation organique et ne faisant plus partie de cette classe.

Après la destruction du parti bolchévique, la bureaucratie stalinienne n'a pas construit à sa place un nouveau parti ouvrier, mais celui de la couche dominante étrangère organiquement à la classe ouvrière. La bureaucratie ouvrière des années vingt exerçait dans l'Etat ouvrier une fonction bourgeoise. Par contre, la bureaucratie stalinienne constituait « *l'organe bourgeois* » ou « *l'organe et le mécanisme de transmission de la bourgeoisie mondiale* », ou encore la « *bureaucratie bourgeoise* » dans ce même Etat (Trotsky). Par ailleurs, même sans cet organe, l'Etat ouvrier « *demeure dans une certaine mesure un Etat « bourgeois », bien que sans bourgeoisie* » (Trotsky). Il va de soi que la prise du pouvoir politique par une bureaucratie bourgeoise, conduisant à la concentration dans ses mains de la gestion des moyens de production et à la soumission de la force de travail à l'exploitation, renforce énormément l'aspect bourgeois de l'Etat ouvrier.

En Pologne, le Parti communiste fut détruit par Staline en 1938, date de sa dissolution par le Komintern. Le nouveau parti stalinien, formé sous l'occupation du pays par l'impérialisme allemand et faiblement implanté dans la classe ouvrière, demeurait néanmoins un parti ouvrier au moment de la prise du pouvoir sous la protection de l'armée soviétique.

Le processus de transformation de sa nature sociale s'est achevé, entre 1949 et 1951, avec le départ massif de l'appareil du POUP des éléments provenant des couches de longue tradition ouvrière, et avec leur remplacement également massif par des éléments

plébéiens nouveaux venus, dépourvus de culture ouvrière et d'identité de classe.

## LA CRISE DU POUP

Corollaire de la crise générale du régime bureaucratique polonais, la crise actuelle du POUP n'est pas celle d'un parti ouvrier. Elle n'est pas porteuse d'une dynamique de recomposition politique (ou idéologique) du mouvement ouvrier polonais. Dans le passé, l'appareil de ce parti était traversé par des pressions réelles de la classe ouvrière comme aussi d'autres couches. Ces tensions internes n'étaient pas caractéristiques d'un parti ouvrier bureaucratisé, mais d'un régime totalitaire de parti unique privant les groupes sociaux de leurs organisations propres et canalisant dans son sein l'expression de leurs intérêts. Ce n'est plus le cas. La formation du syndicat Solidarité et d'autres mouvements et milieux indépendants a « déchargé » largement — mais bien sûr non entièrement — le POUP et son appareil des tensions internes de ce type. Les déchirures dramatiques actuelles du POUP ne reflètent plus les pressions des intérêts sociaux contradictoires, mais essentiellement les intérêts et les projets différenciés de la bureaucratie elle-même, confrontée à la nécessité d'une restructuration interne radicale et au danger d'écroulement de son pouvoir.

Pendant longtemps, la bureaucratie stalinienne réalisait sa nature bourgeoise sur le plan fondamentalement politique et idéologique. Avant sa mort, Staline avait révisé la théorie économique marxiste en attribuant au socialisme l'opération de la loi de la valeur. Aujourd'hui, devant l'épuisement des possibilités de développement des forces productives — base matérielle de la stabilité relative du pouvoir bureaucratique — dans le cadre de l'économie de commandement et devant la montée de la pression de la classe ouvrière, c'est cette même économie qui est mise directement en cause. Organe de la bourgeoisie mondiale, la bureaucratie stalinienne cherche naturellement une alternative à l'épuisement (l'URSS) et à l'effondrement de l'économie de commandement (la Pologne), combinés avec la puissance déjà réelle (la Pologne) ou encore potentielle (l'URSS) du mouvement ouvrier indépendant, dans une réforme économique radicalement marchande, dans le démantèlement de la pro-

priété publique et dans la jonction, sur le terrain économique même, de ses propres intérêts sociaux avec ceux du capitalisme mondial. La seule différence entre Gorbatchev et Jaruzelski consiste dans le fait qu'en Pologne, à cause du degré de crise économique et du niveau d'organisation et de pression de la classe ouvrière, les marges de manœuvre de la bureaucratie sont beaucoup plus étroites qu'en URSS.

## **LE SYNDICAT SOLIDARITE**

Acquis fondamental de la révolution anti-bureaucratique de 1980-1981, le syndicat Solidarité est le seul mouvement ouvrier organisé et indépendant en Pologne. C'est ainsi, malgré le fait qu'il est, pour le moment, loin de récupérer ses qualités originales : celles d'un syndicat radicalement démocratique, combatif, organisant la majorité écrasante des salariés, exprimant directement les intérêts matériels et moraux immédiats et l'autoconscience de la classe ouvrière. Il préserve sa structure territoriale d'origine, fondamentale pour l'unification des salariés dans leurs luttes et dépassant ainsi de loin les formes les plus avancées d'organisation du syndicalisme industriel classique. Contrairement à 1980-1981, ses directions actuelles, au niveau national et dans les régions, ne sont pas essentiellement naturelles, issues des luttes de masses et établies par les moyens d'une démocratie ouvrière généralisée et exercée par en bas. En se reconstruisant dans la légalité, après les longues années de la clandestinité, Solidarité se trouve sous une direction bureaucratifiée et entouré par des éléments dont les intérêts sociaux, les préférences idéologiques et les choix politiques sont souvent ouvertement contradictoires avec sa nature de classe.

Le processus de bureaucratification de la direction de Solidarité est, essentiellement, l'effet de deux facteurs : de la défaite de la révolution en décembre 1981 et du rapport des forces international entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. C'est sous l'effet de ces facteurs et du tournant pro-capitaliste ouvert du régime bureaucratique que cette direction a abandonné le seul projet de réforme économique adopté démocratiquement par les représentants de dix millions de travailleurs, celui du Congrès national de Solidarité de septembre 1981. Malgré toutes ses confusions et contradictions, par ailleurs inévitables en absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, ce projet exprimait les véritables aspirations des travailleurs. Orienté vers la rupture avec le pouvoir bureaucratique et vers l'établissement du régime de pleine démocratie politique, il préconisait l'élargissement des mécanismes marchands dans l'économie, mais sous l'emprise d'une planification socialisée démocratique et d'une autogestion ouvrière généralisée.

L'abandon formel de ce projet ouvrier par la direction, alors clandestine, de Solidarité s'est produit en 1984, l'année où, selon les enquêtes sociologiques, les illusions des masses concernant les « valeurs » de l'économie de marché sont arrivées à leur point le plus élevé. Toutes les enquêtes sociologiques postérieures montrent, après 1984, un déclin progressif, même s'il ne fut pas linéaire, de ces illusions, ainsi qu'une nou-

velle montée des valeurs et des aspirations égalitaires, y compris parmi les ouvriers qualifiés et les travailleurs intellectuels. Mais les dirigeants de Solidarité suivaient idéologiquement les secteurs les plus radicalement « réformateurs », pro-capitalistes, de la bureaucratie et les pressions de la bourgeoisie mondiale. En conséquence, ils ont adhéré à l'accord entre ces secteurs et le capitalisme mondial, concernant la ligne générale de la réforme économique et de la reconstruction de l'économie nationale.

## **LE TOURNANT DE 1988**

En 1988, le régime bureaucratique, toujours peu « normalisé » politiquement et incapable d'apporter la moindre issue à une crise économique interminable et de plus en plus profonde, fut ébranlé par l'échec du référendum sur la réforme économique et deux vagues de grèves, les plus puissantes depuis 1982. C'est alors que les grands patrons de ce régime, Jaruzelski, Rakowski et Kiszczak, ont compris le pouvoir énorme de Walesa, le seul capable d'imposer la fin des grèves, et l'importance décisive de l'adhésion de la direction de Solidarité au même projet pro-capitaliste de restructuration de l'économie. Ils ont compris aussi le fait qu'il était impossible de détruire le mouvement ouvrier indépendant, que ce mouvement ne pouvait être contrôlé que par une bureaucratie ouvrière issue de lui-même et qu'il était vital pour la survie du régime de négocier avec Walesa ce que proposaient ses collaborateurs : un pacte de la Moncloa à la polonaise. Mais, à peine deux mois après la signature de l'accord, et avant même sa mise en place, le nouveau système institutionnel du pouvoir bureaucratique — celui de la « démocratie à 35 % » — forgé de toutes pièces autour de la « table ronde », a volé en éclats.

D'une manière complètement imprévue par les états-majors politiques de tous bords, les masses ont transformé la farce électorale du 4 juin 1989 en un plébiscite victorieux contre le régime. Presque tous les candidats de la bureaucratie étaient passés sur le fil du rasoir. Presque tous les candidats du comité civique de Solidarité avaient été élus. Sans un aménagement *ad hoc*, grossièrement anti-constitutionnel, de la loi électorale entre le premier et le deuxième tour, il était même impossible de remplir au Parlement les sièges assurés d'office — c'est-à-dire, par l'accord de la « table ronde » — aux bureaucrates. Pour la bureaucratie, moralement, c'était une véritable fin de règne. Cette victoire ne fut pas emportée par ceux qui se sont abstenus, malgré le fait qu'ils représentaient 38 % de l'électorat, et dont un taux impossible à calculer correspondait au boycott politique. Elle fut emportée par ceux qui, contre le gré du comité civique, de la direction de Solidarité et de Walesa, et malgré les appels au boycott, ont joué à fond le jeu de cette farce de la « démocratie à 35 % ».

Les appels au boycott furent lancés par des dissidences radicalisées opposées à la ligne de Walesa et à la légitimation de l'accord de la « table ronde », dont le Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD). Il s'agit du premier parti politique de gauche existant non seulement en Pologne, mais dans tous les

pays gouvernés par la bureaucratie stalinienne, et constituant un acquis pour le mouvement ouvrier polonais et international. Il a raté cette échéance politique centrale, la première à laquelle il était confronté. En soi, l'erreur — évidente seulement *a posteriori* — n'était pas trop grave. En revanche était décisif, après le 4 juin, la mise en œuvre d'une stratégie de transition : celle du passage du renversement moral du régime bureaucratique vers son renversement matériel. Aucune dissidence n'a tenté de la mettre en œuvre. Ni alors ni plus tard, aucun mot d'ordre politique central ne fut lancé.

## **UNE OPERATION DE SAUVETAGE DU REGIME**

Un seul mot d'ordre se dégageait logiquement de la victoire populaire du 4 juin : « *A bas Jaruzelski, le gouvernement à Solidarité, les élections libres immédiatement* ». Personne ne peut nier que, pour affirmer leur victoire, les masses avaient besoin d'un tel mot d'ordre. Mais, effrayée par sa victoire non moins que la bureaucratie par sa défaite, la direction de Solidarité a engagé un processus de démantèlement des résultats du 4 juin. « *Ne festoyez pas parce que vous avez dépassé le cadre de la « table ronde », regardez ce qui se passe sur la place Tian Anmen, reculez !* », tel fut le discours de l'entourage de Walesa. Discours accompagné du lancement d'une opération de sauvetage du régime, de l'acceptation tacite du changement de la loi électorale entre le premier et le deuxième tour, des manœuvres au sein du groupe parlementaire du comité civique de Solidarité permettant l'élection de Jaruzelski au poste de président de la République, puis par ces manœuvres visant à assurer l'élection de Kiszczak au poste de premier ministre. Démocratie — même à 35 % — oblige ! Tout ce cirque honteux, dont le spectacle fut transmis souvent en direct par la télévision, était suivi par les masses, et même les travailleurs les plus désorientés et les plus illusionnés se rendaient compte qu'ils s'étaient fait rouler.

Leur réponse à ce cirque fut simple et élémentaire. Une fois de plus, ils ont spontanément recouru à leur seule arme, celle de la grève économique, complètement éclatée il est vrai, mais, devant l'absence d'une direction capable d'assurer le minimum de coordination et d'orientation, échappant du moins efficacement au contrôle de la direction de Solidarité et sourde aux appels de Walesa. En même temps, les résultats des élections avaient une répercussion au sein du parlement. Éliminés presque tous au premier tour, les élus du Parti paysan unifié (ZSL) devaient, au deuxième tour, leur élection au soutien des partisans d'un rival farouche de leur parti, le syndicat Solidarité d'agriculteurs individuels, allié du syndicat ouvrier du même nom. C'est aussi grâce au vote des partisans de Solidarité qu'une partie des candidats d'un autre parti satellite du POUP, le Parti démocrate (SD), fut élue au deuxième tour, ainsi que certains candidats du POUP lui-même. Dès lors, pris en otages par leurs électeurs, les députés du ZSL et du SD préféraient laisser tomber le POUP, leur protecteur de toujours, et désertier en direction de Solidarité. Dans un parlement où l'accord de la « table ronde » aurait dû valoir à la coalition

gouvernementale une majorité large et assurée, le général Kiszczak ne trouvait plus une majorité lui permettant de former un gouvernement.

La Pologne se révélait ainsi ingouvernable dans le cadre de l'accord de la « table ronde ». Ce fut l'effet de l'onde de choc du 4 juin. Mais, même dans cette situation, les dissidences radicales du mouvement ouvrier ne lançaient par un mot d'ordre de gouvernement. Elles continuaient dans leur logique de boycott ou s'adaptaient aux pressions syndicalistes. Dans ce vide politique incroyable, de plus en plus inquiétant même pour les partisans les plus déterminés du sauvetage du régime, c'est Adam Michnik qui lance un ballon d'essai : le président est des vôtres, alors pourquoi pas un premier ministre des nôtres ? Ses propres camarades de l'entourage de Walesa le repoussent immédiatement, avec Karol Modzelewski et Tadeusz Mazowiecki à leur tête. C'est finalement Walesa qui, le 7 août, tranche dans le vif et provoque un tremblement de terre. Sans la moindre consultation de son entourage, trop déchiré et paralysé, il réclame que Solidarité prenne la responsabilité de la formation d'un gouvernement de coalition avec les deux partis satellites du POUP.

Sa démarche initiale, rapidement abandonnée, incluait même l'exclusion du POUP.

## **LE PROJET DE WALESA**

Walesa explique aujourd'hui : « *Mon projet à moi était différent de ce qui s'est passé. Sur le plan politique, je voulais que l'on s'arrête aux acquis de la table ronde : faire une pause et s'occuper de l'économie et du social. Mais, par malchance, nous avons gagné les élections. C'est là que la machine s'est emballée. La victoire a eu ses exigences. Il a fallu aller plus loin.* » (Le Figaro du 26 septembre). Il est très clair qu'il lui fallut demander le gouvernement pour éviter le discrédit aux yeux des travailleurs. Le 4 septembre, Walesa dénonce publiquement l'attitude trop complaisante, à son avis, de Mazowiecki à l'égard du POUP. Pour Walesa, la plus grande préoccupation est la réaction de l'opinion publique à la participation du POUP au gouvernement, explique alors son porte-parole, le sénateur Lech Kaczyński. Pour leur part, les dirigeants de Solidarité de la zone industrielle de Wola, à Varsovie, rapportent dans ces termes, au journal *Gazeta* (du 12 septembre), les opinions de leur base ouvrière : « *Déjà en juillet, les gens nous demandaient, à nous syndicalistes, pourquoi Solidarité ne prend pas le pouvoir. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord que Michnik avait raison en lançant l'idée : à vous le président, à nous le premier ministre. Il fallait prendre le gouvernement, mais sans entrer en combinaison avec le POUP. Nous voulions que ce soit notre gouvernement, pas un gouvernement de coalition. Les gens ont avalé avec difficulté le fait de céder au POUP le ministère de l'Intérieur, mais maintenant nous cédon trop aux communistes. C'est dégoûtant et très mal vu par les ouvriers.* » Mais, une fois de plus, aucune force politique ne tente d'exprimer la pression des masses et de lancer le mot d'ordre du gouvernement de Solidarité sans ministres bureaucrates.

Événement sans précédent, la perte de la direction du gouvernement par le POUP est une nouvelle et très dure défaite pour le régime bureaucratique. Et qui dit défaite dit succès, sauf quand il s'agit d'un « équilibre catastrophique » des forces, ce qui n'est pas le cas. Alors, c'est un succès des travailleurs, évidemment très partiel, très fragile et contradictoire. Le gouvernement Mazowiecki sera probablement pris en otage par la bureaucratie dont la stratégie à son égard s'exprime dans le mot d'ordre : à vous le premier ministre, à nous le président et l'appareil. Jaruzelski est en train de transformer la fonction de président de la République, dotée par l'accord de la « table ronde » d'un pouvoir immense, en un gouvernement *bis* de fait, assurant non seulement la direction réelle des ministères du POUP dans le gouvernement Mazowiecki, dont ceux de l'Intérieur et de la Défense nationale, mais aussi la direction de l'appareil d'Etat. Comme dans les gouvernements précédents, dans celui de Mazowiecki il y a des représentants informels des intérêts du FMI et du capital en général. Il est aussi lié fortement à l'Eglise catholique. C'est clairement un gouvernement de collaboration avec la bureaucratie et avec la bourgeoisie mondiale. Sa politique visera l'exploitation à fond de l'état de grâce dont il dispose et des illusions que les travailleurs y investissent, pour désarmer le mouvement de masse. Il peut même devenir l'obstacle principal sur le chemin de ce dernier. Sans être un « gouvernement syndical », il risque de faire de Solidarité un « syndicat gouvernemental ». Cela dit, il faut voir aussi l'autre côté de la médaille. Ce gouvernement ouvre des espaces plus larges de démocratie politique. Sa légitimité dépend considérablement, sinon essentiellement, du mouvement ouvrier indépendant. Il est exposé beaucoup plus aux pressions sociales et politiques du syndicat Solidarité, de la classe ouvrière et des masses, pressions susceptibles de lui couper les mains beaucoup plus qu'aux gouvernements bureaucratiques. C'est justement l'aspect décisif de la nouvelle situation. A plusieurs reprises déjà les travailleurs polonais ont montré leur capacité de se saisir des aspects décisifs de telle ou telle conjoncture politique. Mais il ne faut pas attendre qu'ils le fassent sur la base du seul instinct de classe. Une stratégie de transition à la révolution démocratique, cherchant le passage de tout le pouvoir à Solidarité, ne peut avoir comme point de départ que la revendication d'un gouvernement de Solidarité sans ministres bureaucratiques et de la rupture avec le régime bureaucratique.

## **UNE STRATEGIE DE TRANSITION**

Centrée dans l'immédiat, en particulier, sur l'élimination des ministres du POUP de l'Intérieur et de la Défense nationale, elle se combinerait avec la revendication des droits syndicaux pour les policiers (ils commencent à être revendiqués au sein de la police) et les soldats. Il n'est pas moins important de revendiquer aussi le droit de formation dans les commissariats et dans les casernes de conseils de policiers et de soldats, similaires aux conseils de travailleurs existant dans les entreprises, et dotés de pouvoirs de contrôle similaires à ceux-ci, ainsi que la dissolution de la police politique

secrète et de l'appareil de direction politique de l'armée. C'est ainsi que les masses pourront commencer à briser l'appareil bureaucratique de l'Etat, y compris leurs noyaux les plus durs et les plus dangereux.

Le deuxième mot d'ordre immédiat, qui se pose sur le plan de la rupture avec le régime bureaucratique, est celui des élections libres à une Assemblée constituante, combiné avec la revendication du renvoi à cette assemblée de tout pouvoir de décision concernant le caractère de la réforme économique. Derrière le dos des masses et en étroite collaboration avec les institutions du capitalisme mondial, les économistes de la bureaucratie comme ceux actifs dans l'entourage de Walesa concoctent des projets d'une « cure de cheval », tout en discutant, y compris publiquement, « si le cheval survivra ». Il faut que le « cheval » se prononce démocratiquement sur son destin, tout en ayant assuré la possibilité de choisir entre le projet pro-capitaliste des uns et des autres et un projet ouvrier, renouant avec la seule orientation adoptée à ce sujet par une représentation démocratique des travailleurs : celle du Congrès national de Solidarité de 1981.

Une solution sur ce terrain ne peut être apportée seulement par une lutte idéologique entre les partisans de deux projets ; elle exige une mobilisation la plus large des masses — y compris des secteurs illusionnés par l'économie de marché — en faveur d'un choix démocratique. Il est essentiel d'empêcher le gouvernement de toute application de la réforme économique jusqu'à la prise de décision démocratique par les représentants librement élus du peuple. Il faut imposer au gouvernement qu'il se limite à convoquer aux élections libres, à adopter un programme de mesures immédiates anticrise assurant la défense du niveau de vie de la population et le moratoire du remboursement de la dette extérieure. En même temps, pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière a besoin de la pleine transparence des projets de restructuration, de privatisation et d'investissement, ainsi que des analyses de leurs effets sociaux. Le droit de veto des syndicats, et, dans le cas de son exercice, le renvoi des décisions aux institutions représentatives démocratiques, est essentiel sur ce plan.

Les luttes économiques défensives des travailleurs ne dépasseront pas leur tendance actuelle à l'éclatement et au morcellement, ni leur efficacité de plus en plus réduite dans les conditions d'hyper-inflation, sans se combiner avec une intervention politique du mouvement de masse dans la crise actuelle du système institutionnel du pouvoir bureaucratique. C'est aussi sur la base d'une telle combinaison qu'il sera possible de mettre en échec la ligne de Walesa, selon laquelle la lutte pour une pleine démocratie dans l'Etat exige une « démocratie auto-limitée » dans le syndicat et qu'il faut renoncer pour le moment à un syndicat de dix millions de travailleurs, parce qu'il serait un bâton contre tout pouvoir, empêchant de gouverner le pays. La convocation du Congrès national de Solidarité, déjà annoncée, sera une arme efficace de la classe ouvrière, à condition qu'il s'agisse du congrès d'un syndicat démocratique, massif et combatif, capable d'imposer un gouvernement qui serait de son choix et responsable devant lui.

*Les intertitres sont de la rédaction.*



# « Entre deux mondes »

GERARD FILOCHE

**L**ORSQUE Mitterrand gagne les élections en France en 1981, et met en place le premier gouvernement Mauroy composé du PS, du PC, des radicaux et gaullistes de gauche, certains ont poussé des cris « la France est socialiste ».

Lorsque Solidarnosc gagne les élections en Pologne en 1989, qu'un gouvernement dirigé par Mazowiecki composé de Solidarnosc, du POUP, du SD, et du ZSL se met en place, de partout s'élèvent des cris « la Pologne rompt avec le communisme ».

## JEUX DE MIROIR

Mais, derrière l'apparence, les réalités sont plus têtues.

Nous n'avions aucune illusion sur le fait que Mitterrand, Mauroy, Marchais, le PS et le PC, allaient rompre avec le capitalisme. C'étaient les phrases du Congrès de Metz. Mais une fois au pouvoir ils allaient, après quelques concessions aux travailleurs, gérer l'austérité exigée par la crise économique du système capitaliste. Certes, après vingt-trois ans de pouvoir absolu de la droite en France, cette poussée à gauche d'une majorité écrasante des salariés était porteuse de changements : mais les dirigeants du PS, du PC, les directions fédérales des syndicats s'empressèrent de ne changer que le minimum et prônèrent un réalisme économique qui suscita désillusion puis démobilisation. Les patrons ne se sont jamais mieux portés, les riches sont devenus plus riches, l'ordre existant entre les classes a été préservé : après sa seconde victoire en 1988, le PS s'est ouvert encore plus nettement vers la droite, le PC, lui, divisait les travailleurs.

Mazowiecki et Walesa, après leur écrasante victoire électorale, poussés depuis dix ans par une écrasante majorité de travailleurs polonais, ont finalement accepté que l'homme du coup d'état de 1981, Jaruzelski, préside et leur confie le gouvernement à condition qu'ils constituent une coalition avec le POUP, le SD et le ZSL. Comme hier, en France, les chefs du PS et du PC ont agi avec le patronat, les leaders de Solidarnosc passent un compromis avec la nomenklatura.

Poursuivons le parallèle : les leaders de Solidarnosc laissent les éléments clefs du pouvoir (armée, police) aux mains de la bureaucratie polonaise dominante. Mazowiecki annonce un véritable plan d'austérité pour l'économie polonaise. Walesa se répand en déclara-

tions tonitruantes sur le retour à une économie à 80 % basée sur le marché et lance de vibrants appels aux capitalistes pour qu'ils investissent.

Mais si, en mai 1981 et en mai 1988 encore, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes manifestèrent leur joie d'avoir chassé Giscard, puis Chirac, nul n'a vu en Pologne de manifestations de joie à l'avènement du gouvernement Solidarnosc-POUP-SD-ZSL. La décision de constituer ledit gouvernement a même été l'objet d'une décision autocritique de Walesa. Les nouveaux ministres et les nouveaux députés de Solidarnosc eux-mêmes déjà émancipés d'une base ouvrière et jeune, impatiente de changements, sont venus, en pratique, s'allier aux bureaucrates en crise. Il n'y a plus de vie démocratique réelle, pour le moment, dans Solidarnosc.

## LA VOIE DU COMPROMIS

La voie de l'alliance avec le POUP, avec Jaruzelski, la voie du compromis avec la nomenklatura, la voie de la « restauration » du marché n'ont rien de commun avec les débuts de Solidarnosc en 1980-1981 et les aspirations des dix millions d'ouvriers qui ont fait grève pour contrôler leurs usines et améliorer leurs conditions de vie. Remplacer les pontes de la nomenklatura par des capitalistes privés ne risque pas d'améliorer le sort des travailleurs : d'abord ce sont les nomenklaturistes, déjà riches, qui s'empresseront d'occuper les postes de commande dont les capitalistes auront besoin et puis, un capitaliste cela veut de la rentabilité et du profit, à Mulhouse, à Sochaux, à Gdansk, à Szczecin.

Pour les apparatchiks du POUP, au stade aigu de crise qui frappe le parti, Mazowiecki, comme premier ministre, ne présente pas que des inconvénients. Les chefs de Solidarnosc sont placés devant leurs responsabilités. La classe ouvrière qui a voté pour eux se trouve confrontée à ses propres dirigeants au gouvernement. La chute irrésistible de la nomenklatura se voit différée. Le POUP conserve les leviers essentiels du pouvoir. L'appel aux capitaux extérieurs, à l'annulation de la dette, a plus de chances d'être entendu, la réintroduction du marché voulu par la bureaucratie a plus de chances de passer en pratique. Disons « plus de chances ». Mais précisons qu'il y a loin de la coupe



aux lèvres. Les capitalistes se méfient et Bush demande des garanties préalables avant d'engager un « plan Marshall » pour la Pologne.

Car le système bureaucratique stalinien polonais n'est pas encore renversé, loin de là. Affirmons même que l'actuel gouvernement est une sorte d'ultime rempart pour ledit système.

La « restauration » du capitalisme ne saurait se produire comme cela, en douce, par voie électorale et pacifique, sans changement spectaculaire. On ne cuit pas le mouton à petit feu sans qu'il s'en aperçoive. Pas plus que le capitalisme ne peut être renversé sans une révolution ouvrière, massive, majoritaire, débouchant sur une prise en main consciente, collective, de la gestion des affaires par les travailleurs eux-mêmes.

La bureaucratie polonaise est d'origine contre-révolutionnaire : elle émane de la bureaucratie stalinienne, elle-même constituée par une contre-révolution anti-October 1917. Staline est à October 1917, ce que Bonaparte est aux sans-culottes de 1789-1793. La bureaucratie est elle-même une force restaurationniste : elle a rétabli pour son compte des privilèges abolis par October 1917 tout comme le Premier empire a piétiné l'Abolition des privilèges et la Déclaration des droits de l'homme. Ceci dit, Bonaparte n'avait pas rétabli l'Ancien régime : il avait créé une nouvelle noblesse. Staline n'a pas rétabli le capitalisme, il est demeuré dépendant des bases du système d'économie collectivisée et planifiée mis en place par la révolution : il l'a géré bureaucratiquement, spoliant les travailleurs, suscitant lui-aussi une nouvelle noblesse, la nomenklatura.

Les forces authentiquement restaurationnistes luttèrent contre Bonaparte comme elles ont lutté plus tard contre Staline. Mais la Restauration de 1815, même si elle a ramené les émigrés, n'a pas rétabli l'Ancien régime : le pouvoir de la bourgeoisie ne fut pas remis en cause économiquement. Les « restaurations » ne sont jamais si faciles que cela : l'histoire tourne mal et peu souvent à l'envers.

## CONTRE LA RESTAURATION DU CAPITALISME

La très grande différence qui n'est pas reflétée par l'analogie entre Bonaparte et Staline (les analogies ont toutes leurs limites historiques) c'est qu'il ne s'agit pas de la même force sociale : Bonaparte s'imposait à la classe bourgeoise, Staline s'imposa à la classe ouvrière. La révolution bourgeoise a triomphé il y a deux cent ans, la première révolution ouvrière il y a soixante-dix ans seulement. Et c'est la bourgeoisie qui domine économiquement le monde entier : les États qui existent sur la base d'une économie bureaucratiquement planifiée sont dominés par le marché qui règne mondialement. Et la bureaucratie est un frein au développement d'une économie échappant à la jungle du marché. Ainsi la restauration d'une économie capitaliste dominante ailleurs est réellement menaçante dans ces États en crise.

Quelle est la force qui peut s'y opposer, qui peut lutter contre la restauration du capitalisme ? Ce n'est pas le POUP, celui-ci est à l'origine de la faillite du système bureaucratique, c'est lui qui a ramené la Pologne « entre deux mondes », en arrière. Il n'y aura pas de bond en avant sans éliminer le POUP du pouvoir, sans détruire la nomenklatura, lui arracher les leviers de l'appareil d'État ! Est-ce Solidarnosc ? Dans un premier temps, ce syndicat a représenté la quasi totalité des travailleurs polonais. Mais comme cela est arrivé pour d'autres syndicats, la direction a subi d'énormes pressions : celles de l'Église, celles des directions bureaucratiques des syndicats chrétiens, celles des bourgeoisies européenne et américaine. Ces pressions constituent une racine matérielle à la bureaucratisation de Solidarnosc, et la vie démocratique s'y est effectivement tarie. Néanmoins, même si le soutien des ouvriers s'est affaibli, si des oppositions s'y développent, si la jeunesse s'en éloigne, Solidarnosc reste le syndicat qui a ébranlé la nomenklatura. C'est par lui essentiellement, et contre les pratiques actuelles de ses dirigeants, que les exigences de la majorité des travailleurs passent et passeront.

Les exigences des travailleurs s'opposent à la politique de compromis de Mazowiecki et Walesa avec la nomenklatura, s'opposent au maintien du POUP aux postes de commandes. Tout comme les exigences des travailleurs vont dans le sens de demander au PS français de mener une politique à gauche, celle pour laquelle ils ont été élus, et de rompre avec la classe dominante capitaliste. Si Kaspar et Blondel entraînent au gouvernement Rocard-Soisson nous les mettrions en contradiction avec les exigences qu'ils ont eux-mêmes (insuffisamment) formulées en tant que syndicalistes.

Il n'y a pas eu d'explosion de joie en Pologne. Il y en aurait eu si Solidarnosc rompait avec le POUP et sa politique, s'attaquait réellement aux privilèges de la nomenklatura, rétablissait la démocratie réelle dans le pays, à commencer par la démocratie dans les rangs de Solidarnosc (ré-élection de ses instances, congrès). Sinon, l'abstention et la démobilisation l'emportent à coup sûr. Le choix est là : il faut pousser à la rupture de Solidarnosc avec le POUP, il faut chasser la nomenklatura, rendre la gestion des affaires aux travailleurs, rétablir la démocratie à tous les niveaux.

# Remarques sur les différents visages du marché

FRANÇOIS DIETRICH

**L**A TORNADE gorbatchevienne, l'imbroglie polonaise, la mutation hongroise, en sont de clairs symptômes : le système politique et social né de la contre-révolution stalinienne des années trente en U.R.S.S. agonise, et avec lui les rejetons encore plus monstrueux auxquels il a donné naissance en Europe de l'Est, par assimilation structurelle des territoires conquis militairement sur le nazisme. Mais qu'en émergera-t-il ? Il y a cinquante ans, c'est à court terme que Trotsky pronostiquait l'effondrement du régime stalinien, sous le choc de la guerre mondiale imminente. L'alternative lui semblait claire : ou le prolétariat soviétique reprendrait sa marche en avant, et la « révolution politique » renouerait avec la révolution d'Octobre 1917, ou le capitalisme reconquerrait le terrain perdu, avec la complicité de l'aile la plus corrompue de la bureaucratie stalinienne. Si l'analyse par Trotsky de la genèse de la bureaucratie stalinienne reste incontournable pour la compréhension du passé et du présent, son erreur de pronostic n'est pas en revanche uniquement affaire de délai. C'est aussi qu'il a sous-estimé deux facteurs fondamentaux : l'ampleur de l'écrasement du prolétariat et de la paysannerie par la bureaucratie d'une part, et d'autre part l'incapacité prolongée où se trouverait plongé le capitalisme mondial à reconquérir le terrain perdu. Dès avant-guerre, mais de façon évidente à partir de Yalta, ce dernier allait devoir accepter le monde bureaucratique comme un mal nécessaire, dont la reconquête militaire devenait inenvisageable avec l'avènement de l'armement nucléaire. Les conditions d'une survie prolongée du parasite mondial, tant du point de vue prolétarien que du point de vue impérialiste, étaient alors réunies. Le cyclone qui s'est enclenché en URSS et en Europe de l'Est est certes une réaction de la bureaucratie à la pression sociale multiforme en URSS et aux chocs tchécoslovaque et polonais des vingt dernières années. Mais cet aspect ne doit pas en masquer un autre : la haute bureaucratie soviétique a acquis une stabilité relative suffisante pour prendre l'initiative et rompre avec l'immobilisme brejnevien. Devenue consciente de l'infériorité structurelle de son système social face au capitalisme, la bureaucratie a choisi de prendre les devants. Dès lors, le schéma ancien de Trotsky doit être reconsidéré à la lumière de l'expérience historique sur deux points essentiels. D'une part, si l'alternative globale reste celle qu'il avait formulée, elle se complexifie. Pour survivre, la bureaucratie recherche désormais un nouveau compromis avec l'impérialisme, structurel-

lement différent du précédent. D'autre part, la société soviétique et ses satellites se sont avérés incapables, contrairement à ce que Trotsky pensait encore possible à la fin de sa vie, de manifester une réelle supériorité relative face au capitalisme grâce au maintien d'une économie « planifiée ». Loin d'être une formation sociale qui serait restée l'expression d'une transition maintenue entre le capitalisme et le socialisme en dépit d'un frein bureaucratique devenu de plus en plus puissant, elle est aujourd'hui structurellement dominée par l'impérialisme. La banqueroute polonaise n'est ici que la pointe avancée du phénomène. Dans un tel cadre conceptuel, l'introduction du marché dans ces sociétés répond à de multiples déterminations qui ne peuvent être réduites à une régression vers le capitalisme, auquel il ne s'identifie d'ailleurs pas nécessairement. Il existe au moins trois dimensions du problème : le projet gorbatchévien, l'abandon pur et simple au capitalisme intégral de certains secteurs de la bureaucratie, et enfin les aspirations multiformes de la population que peut recouvrir le souhait d'un retour aux formes marchandes.

## LE NOUVEAU COMPROMIS HISTORIQUE

L'avènement du stalinisme fut indissociablement lié à un certain type de compromis avec le capitalisme mondial. D'un côté, la bureaucratie renonçait à la révolution mondiale, de l'autre le capitalisme renonçait à reconquérir le terrain perdu. Fondamentalement, avec des variantes propres à chaque époque, ce compromis a duré jusqu'à l'époque Brejnev. Toute tentative de le remettre en cause, de part ou d'autre, s'est finalement soldée par un échec. L'ère Gorbatchev s'ouvre sur une nouvelle donne : la défaite du système bureaucratique dans sa compétition économique avec le capitalisme. En quelques décennies, le capitalisme a généré une croissance des forces productives sans précédent, quel que soit le prix qu'il a fait payer à l'humanité pour l'obtenir. En contraste, la société bureaucratique n'a fait que s'enliser dans la « stagnation ». Le projet Gorbatchévien n'est donc plus un simple compromis d'Etat à Etat et son ouverture au capitalisme va bien au-delà de simples achats d'usines clefs en main, de « *join ventures* », ou de demandes de crédits. Fondamentalement, il s'agit d'ouvrir partiellement la société bureaucratique aux marchandises et aux capitaux occidentaux, jusqu'à permettre de resti-

tuer à la vie quotidienne, à l'économie, à la société, une fonctionnalité élémentaire. Mais cette ouverture à des limites : les secteurs clefs, ceux qui relèvent de l'énorme machine étatique, policière, militaire, ne seront pas concernés. La bureaucratie y sauvegarderait ses intérêts vitaux, et en particulier le maintien de son pouvoir. Le capitalisme, outre une victoire idéologique majeure, y trouverait des débouchés marchands inespérés pour tenter de surmonter sa crise.

Reste l'interrogation majeure : le gorbatchévisme peut-il survivre aux conséquences sociales et politiques d'un tel choix, et l'un des choix possibles dans ce nouveau compromis n'est-il pas d'abandonner purement et simplement l'Europe de l'Est comme une zone franche, à la seule condition que les Etats restent affiliés au Pacte de Varsovie ? Quoiqu'il en soit, le projet d'ensemble ne se résoud pas à une logique inexorable de restauration capitaliste, même s'il n'y a toujours pas de troisième voie à l'alternative historique globale entre socialisme et barbarie capitaliste.

### **LES APPARATCHIKS ENTREPRENEURS**

Toute différente peut-être la logique de secteurs de la bureaucratie qui peuvent décider de « changer de camp » en s'insérant eux-mêmes directement dans le système capitaliste mondial. Il n'est pas surprenant de voir cet aspect des phénomènes se développer dans les sociétés de l'Europe de l'Est, là où la bureaucratie a des racines encore plus faibles qu'en URSS, ne s'y étant pas développée selon un processus social organique comme celui des années trente, quel que soit le degré de violence qui fut le vecteur de ce dernier. Les déclarations pleinement « libérales » des dirigeants hongrois au cours des derniers mois sont ici les plus démonstratives.

### **LE MARCHÉ « LIBÉRATEUR »**

Pour les populations de l'Est, l'aspiration à l'ouverture au marché mondial n'est pas une simple illusion, une croyance au mirage capitaliste, et encore moins une adhésion à ses mécanismes profonds, qui reposent d'abord sur la propriété privée des moyens de production et qui ne se résument pas à la circulation marchande. Si les conséquences sociales d'un retour à une propriété privée des moyens de production sont pourtant gravement sous-estimées, il n'en reste pas moins que cette aspiration repose sur le constat réaliste d'une supériorité objective du capitalisme sur le système bureaucratique. L'aspiration à bénéficier de produits de consommation de qualité, accessibles, à en finir avec la gabegie, l'incurie, la misère matérielle et idéologique du monde bureaucratique, est normale et légitime. Il n'est donc pas surprenant que toutes les luttes sociales, que ce soient celles de la révolution de 1981 en Pologne, ou celle des mineurs soviétiques de l'été 1989, mettent à l'ordre du jour non seulement la circulation des marchandises, mais aussi l'autonomie de gestion des entreprises et la liberté de fixation des prix.



Résumer cette aspiration à des tendances « capitalistes » serait — heureusement ! — faire fi de l'histoire concrète. En revanche, il est vrai que c'est sur cette aspiration que les différents secteurs de la bureaucratie gorbatchévienne ou purement pro-capitaliste peuvent prendre appui pour parvenir à leurs fins.

### **POUR UN NOUVEAU PROGRAMME TRANSITOIRE À L'EST**

Toute interprétation unilatérale du retour des mécanismes marchands à l'Est comme régressif serait passer à côté de la réalité. Pour autant, une perspective révolutionnaire ne peut se contenter du constat du phénomène, tant il est vrai à l'inverse que toute logique marchande se développant librement ne pourra déboucher que sur la reconstitution pure et simple du capitalisme, qui ne sera progressif que pour certains et pour un temps. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la nécessité d'un nouveau programme transitoire dans ces sociétés, qui prenne en compte leur réalité de sociétés dominées par le capitalisme. Le passage linéaire à une planification démocratique intégralement non-marchande est aujourd'hui impossible. Il faudra combiner le pouvoir autogestionnaire des travailleurs et un système d'économie mixte, comme phase transitoire. La dynamique révolutionnaire sera d'abord et avant tout sociale et politique, avant d'être économique.

# Le passé, enjeu au présent...

## ● Entretien entre Daniel Bensaïd et Antoine Artous, à propos de *Moi, la révolution*

**Antoine Artous :** Ton livre, *Moi, la Révolution*, a souvent été présenté comme un pamphlet politique et commenté comme tel. Je voudrais faire porter la discussion sur un autre aspect, pas ou peu discuté. Celui que tu as indiqué lors d'une émission de Polack en parlant d'un livre de « philosophie populaire ».

**Daniel Bensaïd :** C'est effectivement un livre à plusieurs dimensions. La première est celle du pamphlet politique immédiat. Mais il y a aussi ce que j'ai voulu sûrement dire en parlant de philosophie populaire : un essai sur une vision de l'histoire et du temps du point de vue des vaincus, qui s'oppose à tout ce qui peut être une histoire de type positiviste liée, en tout cas en France depuis le milieu du dix-neuvième siècle, au discours de l'Etat et des institutions.

Ce renversement de point de vue n'est pas une originalité, voir les références citées dans le livre, mais j'y tiens. Il ne s'agit pas ici d'une vue d'en bas du côté social, cela a déjà été fait par tout un courant d'école historique, mais une vue d'en bas du côté « philosophique », c'est-à-dire de la vision du monde.

### LE RÉEL ET LE POSSIBLE

**A. A. :** Le thème essentiel est celui du réel et du possible. Quelques formules du livre donnent l'impression que l'expression veut dire « tout est possible » presque en permanence. Mais ce n'est pas cela qui est en jeu. En fait, ce sur quoi tu insistes est cette nécessité de faire apparaître sans cesse le possible par rapport au réel pour, en quelque sorte, féconder l'avenir...

**D. B. :** Oui, et cela pose évidemment plusieurs problèmes. D'abord celui de la révolution comme événement. C'est, pour ainsi dire, un point de contradictions en fusion. D'où la difficulté de faire, contrairement aux prétentions actuelles, une science de la révolution comme événement qui soit autre qu'une science interprétative, même si elle doit être rigoureuse. Dès que l'on est sur ce terrain, le problème du réel et du possible devient évidemment une question de prise de parti, de regard sur les virtualités, sur ce qui annonce l'avenir.

Pour être plus concret. Il y a des utopies à l'œuvre dans la révolution française qui sont sans avenir. C'est par exemple, quelqu'en soit le côté fascinant ou pathétique, le cas des utopies robespierristes de 1793, à partir du

moment où elles ne postulent qu'une société de petits producteurs égaux. Par contre, les embryons d'utopie sociale, indépendamment du fait de savoir si les conditions étaient réunies ou pas à l'époque, sont une utopie positive. Au sens où elle est appelée à se développer, à se traduire en pratique. C'est dans ce sens là qu'il y a un parti pris du possible contre l'enregistrement des faits comme faits accomplis.

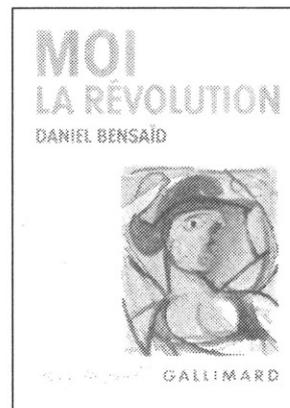
**A. A. :** D'accord, mais cela pose un problème, peut être lié à la structure thématique de ton livre. On a une espèce de fresque de tous les possibles, mais ce qui est dynamique dans l'événement, ce qui est moteur, tend à disparaître.

**D. B. :** C'est peut être un piège de la forme. A partir du moment où, un peu par provocation, à contre-courant de ce qui domine aujourd'hui, le choix est fait d'insister sur certaines visions subjectives de l'époque, par exemple la radicalité du droit naturel, on risque de ne pas assez insister en termes de dynamique sociale, de classes. C'est vrai. Pourtant je crois que les repères sont donnés. Mais la forme prise par le livre — qui est aussi un choix politique — emballe la subjectivité révolutionnaire au détriment d'une analyse rigoureuse.

**A. A. :** Ce n'est pas tant le problème de l'appel à la subjectivité révolutionnaire que le fait que tu es amené à rendre compte de la révolution par une théorie de l'événement, qui s'oppose à une démarche qui se veut scientifique sans pour autant tomber dans le positivisme. Ainsi tu expédies rapidement les discussions sur la notion de révolution bourgeoise.

**D. B. :** Non, là je crois que c'est réellement une question d'éclairage. Bourgeoise, oui par le résultat final. Daniel Guérin d'ailleurs a traité du problème car il n'était pas aussi schématique qu'on le dit parfois : quelle est la classe qui se retrouve au pouvoir ? Quelle est l'idéologie qui triomphe ? Etc.

Mais, inversement, réduire les dimensions et l'ouverture de la révolution à ce résultat est très appauvrissant. Car une révolution bourgeoise est déjà paradoxale en elle-même : elle dénoue les contradictions de l'Ancien régime, mais pour le faire elle passe par la mobilisation de forces sociales qui ne sont pas bourgeoises. L'idée de ce chevauchement n'est pas nouvelle d'ailleurs.



On peut en donner une interprétation trotskysante : les embryons de révolution permanente à l'œuvre dans la révolution de 1789. Ce qui ne veut dire qu'autre chose de radicalement différent était réalistement possible.

Pour Michelet, c'était déjà une évidence. Lui, il le pose en termes de « révolution classique » et de « révolution romantique ».

Je crois que dans mon livre, il y a aussi une part de paradoxe, dans la volonté que j'ai de montrer comment des gens qui ont, durant des années, accusé le marxisme d'être un déterminisme mécaniste, arrivent, au nom de la longue durée, des tendances lourdes, à une autre forme de déterminisme.

Ceci dit, je pense que, d'un point de vue marxiste, on peut réhabiliter la plénitude et la complexité de l'événement. Nul n'était obligé de construire la première barricade ou de jeter le premier pavé, mais on n'est pas non plus dans un champ d'arbitraire historique. On doit passer, ce qui est une banalité dans les mentalités d'aujourd'hui, y compris la vision des sciences, d'une interprétation mécaniste de l'histoire — je ne crois pas d'ailleurs, qu'elle soit réelle chez Marx — à une interprétation probabiliste qui fasse la part de l'aléatoire.

Cela veut dire qu'il y a des déterminations lourdes, qu'elles existent. Mais elles ne déterminent qu'un champ de possibilités effectives. Tout n'est pas possible, mais tout ce qui est advenu n'était pas la seule hypothèse possible.

## RÉHABILITER L'ÉVÉNEMENT

**A. A. :** Au risque de paraître dogmatique par l'insistance, encore un mot sur le sujet. Le problème n'est pas tant de la diversité sociale des forces mises en branle par une révolution bourgeoise et de leur dynamique. Marx et Engels ont d'ailleurs plusieurs fois abordé le problème. Ni de reprendre, sous une forme moderne, le débat entre hasard et nécessité. Là encore, on pourrait citer des lettres du vieux Engels qui mettent clairement en garde contre tout déterminisme mécaniste.

Il s'agit aussi de définir les questions qui nous sont posées par certains courants d'historiens. Je vais prendre un exemple. Soboul et son école, malgré l'intérêt de certaines recherches, n'ont pas réussi à dépasser une certaine vision traditionnelle, présente aussi chez Marx d'ailleurs, des causes profondes de la révolution française. D'un côté le développement des forces productives, la vision d'une bourgeoisie

arrivée pour ainsi dire à maturité, de l'autre des rapports de production et un Etat encore féodal que le développement historique doit inévitablement faire sauter.

Cette vision est réellement métaphysique. Furet à ce propos fait des remarques qui touchent juste. Quelle que soit par ailleurs l'explication que lui en donne. Dans une telle situation, l'illustration du marxisme comme théorie capable de rendre compte de l'événement, pour reprendre ton expression, n'est pas seule en cause. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre un déterminisme stalinien et/ou dogmatique, mais de rendre compte de ces conditions « objectives » — selon le jargon — qui ont rendu possible ces révolutions bourgeoises.

Je sais bien que là n'est pas l'objet de ton livre, donc ce n'est pas un reproche. Reste que l'on ne peut lutter contre un nouveau positivisme historique en se contentant de rendre la fraîcheur à l'événement. Car, il ne faut pas l'oublier, le discours qu'on nous tient actuellement sur la fin de l'ère des révolutions s'enracine dans le fait qu'elles ne sont pas seulement souhaitables mais qu'elles ne sont pas non plus nécessaires.

Or, il faut bien rendre compte, d'un point de vue marxiste, autrement que par un recours abstrait à la dialectique des forces productives et des rapports de production, d'une ère historique. Celle justement des révolutions bourgeoises. Il n'est pas besoin d'un dessin pour

Toussaint-Louverture



montrer le lien avec aujourd'hui, et ce que nous désignons comme l'ère historique des révolutions prolétariennes.

**D. B. :** C'est vrai qu'il faut remettre en cause une certaine vision des explications données sur les conditions générales des révolutions bourgeoises. D'abord je crois que, par rapport à l'époque de Marx, il y a des progrès des connaissances qui sont indéniables sur l'Ancien régime.

De plus, il y a toujours eu une confusion entre la simplification pédagogique du marxisme et son imprégnation, en particulier en France, par le seul moule positiviste universitaire qui épouse assez bien la variante stalinienne du marxisme. Une vision linéaire, graduelle de l'histoire, etc.

La connaissance que l'on peut avoir de l'Ancien régime par les travaux actuels est bien plus complexe que cette vision simplifiée du conflit entre forces productives et rapports de production. D'ailleurs, cette contradiction là pouvait ouvrir sur diverses possibilités. Je continue à croire que cela rendait l'événement révolutionnaire possible ou probable, mais pas forcément nécessaire.

En fait, pour continuer avec l'exemple de Furet, aujourd'hui on veut nous enfermer dans le dilemme suivant. Ou la révolution était un accident, donc inévitable, et l'on développe une conception évolutionniste. Ou bien elle est le pur produit de la volonté abstraite, normative, imposée à la société. Là-dessus, il y a moins un constat historique : les révolutions ont eu lieu, au moins jusqu'à présent le dénouement du conflit a pris ces formes là. Ensuite, l'appréciation plus précise, le degré de développement de ces contradictions, la forme prise entre le probable et l'aléatoire, est un problème historique plus concret, directement politique.

## **SUR LA MÉMOIRE**

**A. A. :** Prenons un autre aspect de ton livre, celui de la mémoire. Toujours en accentuant le trait pour amorcer la discussion. Tu dis toute l'importance de la mémoire pour les couches populaires et leurs luttes. Mais, lorsque tu parles des traces de la révolution française, tu le fais la plupart du temps en termes littéraires ou en termes d'un rapport quasi personnel de l'individu à celles-ci et non pas de la façon dont

ces couches, le mouvement ouvrier, sont organisées pour faire vivre cette mémoire.

A un moment, dans ton livre, tu prends un très bel exemple : celui, je crois, des paysans mexicains qui s'organisent depuis longtemps dans un village afin de monter la garde autour des cendres de Zapata que l'Etat veut transporter ailleurs. C'est bien là un type de rapport entre la mémoire officielle, institutionnelle, et la mémoire vivante, populaire.

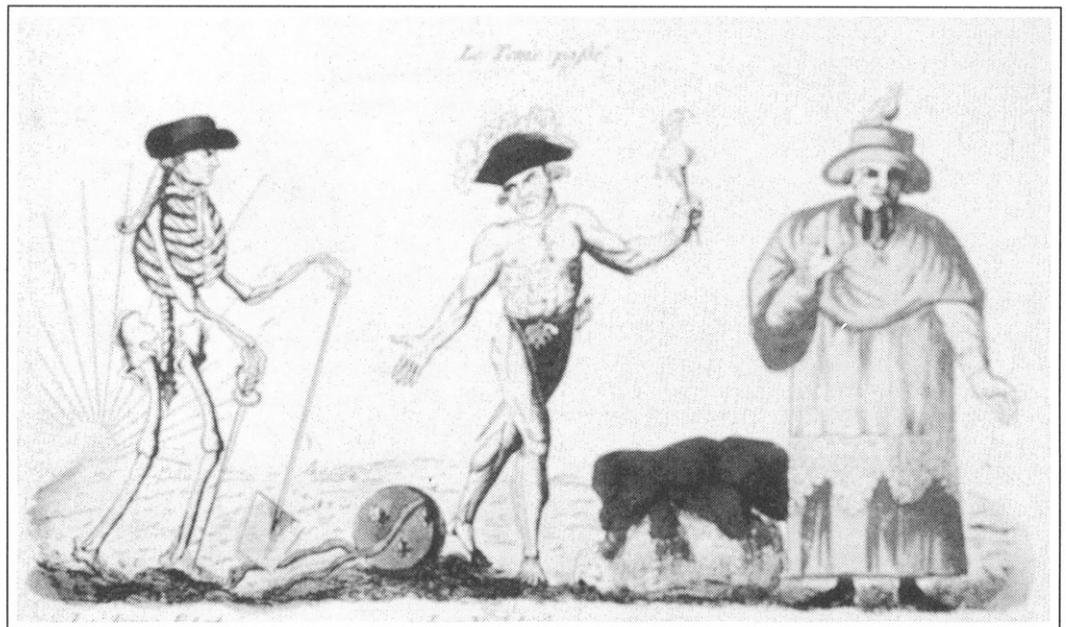
C'est ce que faisait en quelque sorte le mouvement ouvrier au tournant du siècle dernier pour la révolution de 1789 : il montait la garde autour d'une certaine mémoire. Si elle a pu, pour ainsi dire, être réactivée, tout en se transformant, par la révolution russe de 1917, bref fonctionner comme mémoire, c'est qu'elle existait comme mémoire organisée. Il est difficile aujourd'hui de parler de la même façon d'une dynamique inachevée de la révolution française. Il n'y a pas de paysans pour s'organiser afin de garder ces cendres. Furet s'appuie donc sur quelque chose de réel lorsqu'il dit que la révolution française est terminée.

**D. B. :** Ce que tu dis peut sembler vrai, mais je ne suis pas si convaincu. Il y a plusieurs problèmes en jeu. Le premier est directement une bataille d'idées : c'est l'opposition classique de la mémoire à l'histoire. Pas à l'histoire réelle, mais au discours historique comme discours institutionnel qui accapare, confisque cette mémoire au nom de l'histoire pour en faire une mémoire morte, un objet d'enseignement ou de monument. Tu l'as signalé. Ce qui veut dire que la réactivation du passé est forcément un enjeu d'action et pas de nostalgie.

C'est ce qui s'oppose à cette vision linéaire du temps qui voudrait que l'on ait le passé derrière soi, alors que le passé reste un enjeu au présent. Là est je crois la trame de mon livre.

Tu dis que c'est un traitement littéraire. Oui, d'une certaine façon. Mais tu le dis au sens où cette mémoire n'est pas rapportée à son support social et qu'elle devient une sorte de postulat philosophique, de revendication individuelle. Non, bien sûr, si on parle sérieusement de mémoire, il s'agit de celle des mouvements collectifs sociaux. Du coup ce n'est pas un fantôme, il faut bien qu'elle soit portée par des couches, un réseau d'organisations : plus, une symbolique, une culture en général.

Est-ce-que, aujourd'hui, il y a liquéfaction de ce qui pourrait rester de mémoire, ici concrètement, de la révolution française ? Je ne suis



pas convaincu. Tu peux dire que les pôles de mémoire qui s'étaient constitués et avaient véhiculé une certaine mémoire de cette révolution — le pôle républicain classique ou celui du parti communiste classique — sont affaiblis, effacés par les mutations sociales.

Mais il semble, peut-être j'exagère la chose, que, par-delà le côté nul du bicentenaire, il continue à se véhiculer des références. Je crois que s'il y a un tel acharnement du courant Furet à considérer la révolution comme un objet mort, c'est parce que, à sa manière, il mène une bataille de mémoire.

Lorsque, aujourd'hui, on est amené à poser un certain nombre d'enjeux en termes de droits de l'homme, au sens large, c'est à dire de droits sociaux, une certaine approche du tiers-monde, ou même à trouver une trajectoire, une origine, une légitimité aux revendications des femmes, on puise très naturellement au réservoir symbolique, historique de la révolution...

### **A PROPOS DE LA PRÉSENCE DE 1789**

**A. A. :** Il y a naturellement un enjeu dans l'interprétation de la révolution française et une double face contradictoire au message médiatique que diffusent l'Etat et les institutions sur les droits de l'homme et le reste. Il faut en jouer. Lorsqu'on fait des articles, mène des polémiques, etc., on puise dans cette réserve là. Mais

ma question n'était pas à ce niveau. Elle disait : qui garde la tombe de Zapata ? Quelle est la présence dans les couches populaires d'un passé, d'une mémoire organisée qui éclaire le présent et permette de lui donner une certaine dynamique ? Celle qui justement permettait de situer « la révolution sociale » dans une espèce de prolongement historique direct de la dynamique enclenchée par 1789. A cet égard, la liquéfaction, comme tu dis, de courants classiques comme les républicains ou le PC et une affaire de laminage d'une certaine mémoire populaire qui tient peut-être plus à une histoire politique qu'à des questions de bases sociales. Tout au moins, les deux sont inséparables. D'où, à nouveau, cette question de la mémoire organisée.

**D. B. :** Est-ce que, nous aussi, nous ne sommes pas victimes d'une illusion ? Il y a quelque chose d'indéniable dans ce que tu dis : ce sont les pôles de cristallisations, les vecteurs actifs de mémoire qui flanchent. Mais il reste aussi une mémoire en suspension qui ne peut pas s'exprimer de la même façon, qui est à la recherche d'un renouvellement social. Tout cela renvoie à un autre débat : où en sont les mutations, est-ce qu'il peut y avoir une culture autonome et active face à l'Etat aujourd'hui, etc. ? Par exemple, tu peux dire que c'est par la petite porte, il y a un phénomène de recherches d'histoire locale actuellement, les enfants des

écoles autour du bicentenaire, et tout cela... Il y a aussi des éclairages qui bougent sur la révolution française : l'objet n'est pas arrêté...

**A. A. :** Bien sûr. Mais prends les droits de l'homme qui sont, actuellement, un des vecteurs centraux de mobilisation chez des couches de jeunes. On peut dire que la révolution française est toujours présente, mais se contenter de dire cela c'est aussi un tour de passe-passe de notre point de vue : ils considèrent les droits de l'homme davantage comme quelque chose à défendre dans la société actuelle, une donnée existante — sinon totalement acceptée — que comme quelque chose qui, pour eux, est lié de façon culturelle, sociale, à la présence de la révolution elle-même.

**D. B. :** Tu dis, c'est un peu un phénomène de surface culturelle : on est installé dedans parce que la coïncidence des dates s'y prêtent. Prends l'exemple de ce qui se passe en URSS. Je ne crois pas que ce soit un effet du bicentenaire : quelqu'un dans sa première séance de l'Assemblée demande s'il faut se décréter souverain pour faire une constitution. Il y a des analogies historiques dans des contextes complètement différents, mais ce qui se réinvestit dans la symbolique, ce sont les états généraux, la souveraineté populaire. Idem pour la Chine. Tu dis, ce sont des acquis...

**A. A. :** Je veux dire surtout que ce qui se passe actuellement n'est pas l'irruption d'une mémoire populaire, une espèce de réaction semblable à celle qui aurait existé si le gouvernement avait essayé de prendre les cendres de Zapata dans ton village mexicain.

**D. B. :** Je ne sais pas très bien. Je ne veux pas me faire acculer dans des positions caricaturales. Sur l'URSS et la Chine, on pourrait dire que c'est une espèce de drapeau d'emprunt, de circonstances. Mais on peut se demander si ces sociétés, à leur corps défendant, n'ont pas transmis, véhiculé, dans leur symbolique, une certaine référence. Dans la révolution russe, le rapport référence à la révolution française est plus profond qu'on croit. Evidemment, on peut être d'accord sur l'idée qu'il n'existe pas de mémoire désincarnée, les pôles sont fracturés, voire agonisants, mais les retours de flamme s'accumulent.

Ainsi, lorsqu'après la Trilatérale, les américains ont lancé la campagne des droits de

l'homme, Helsinki, etc, dans la littérature politique aux USA, la réponse est venue immédiatement : attention, vous renvoyez au vieux fonds de la révolution française ! Nous, on entend par droits de l'homme, les droits civiques et politiques : il est inévitable qu'avec la crise, avec le tiers-monde, le spectre des droits sociaux refasse surface. De même les discussions sur les célébrations révèlent en permanence des fantasmes comme ceux-là : voir le 14 Juillet.

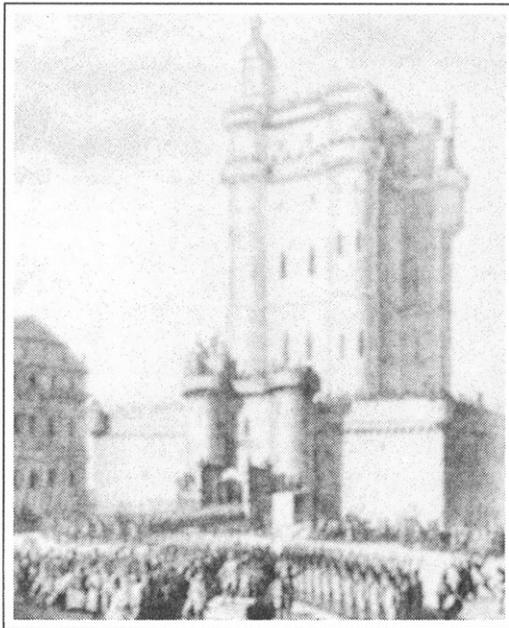
Il y a aussi un autre enjeu dans cette question. Je pense que nous n'avons pas assez cultivé cette part de mémoire là. Le fait que nous avons donné souvent l'impression d'être nés à l'histoire avec la révolution russe est une faiblesse, pas seulement culturelle d'ailleurs, mais politique. Aujourd'hui, on se trouve peut être parfois obligé de courir après nos ombres, mais l'effet en est positif.

## LA FIN DES UTOPIES

**A. A. :** Poursuivons. Tu as, nous l'avons vu, une cohérence : la dialectique du réel et du possible. Ce dernier produisant des germes pour le futur, y compris des utopies positives, qui permettent de féconder l'avenir. Paradoxalement, tu insistes aussi sur un autre aspect : la fin des utopies. Non seulement comme un produit de l'histoire actuelle, mais comme quelque chose finalement de positif pour le mouvement ouvrier qui ouvre sur une politique révolutionnaire raisonnable. C'est-à-dire, non pas fondée sur la radicalité de l'utopie — ce serait une tentation de répondre ainsi au pseudo-réalisme dominant —, mais sur la définition d'un projet défini à partir des virtualités du réel.

**D. B. :** Partons d'un exemple : la méfiance croissante qui s'est développée chez Blanqui et chez Sorel à l'égard des utopies — je ne parle même pas ici de la vision apparue, chez Engels surtout, d'une différence radicale entre socialisme utopique et socialisme scientifique. Cette méfiance s'appuie sur deux idées. D'un côté, il y a des utopies qui ont des tendances normatives au travers de leurs constructions rationnelles. L'envers, dénoncé en particulier par Sorel, est la conséquence gestionnaire : on passe directement de l'utopie maximaliste à la réforme minimale.

Par rapport à ce type de problème, la réponse est bien, comme tu l'as souligné, de



définir un projet politique raisonnable au sens rigoureux. C'est-à-dire qui parte du réel pour en développer les virtualités. Alors que l'approche de l'utopie est différente : elle est une espèce de projection vers l'avant.

Une fois dit cela, on retrouve un débat plus général : l'ère des révolutions est-elle close ? Je ne crois pas. A l'échelle du monde, c'est à l'évidence faux, hors du temps. Je crois que nous sommes donc en période de gestation d'un nouveau cycle révolutionnaire.

Un des éléments qui a mis en crise la culture révolutionnaire cumulative qui va de la révolution française à la révolution russe est certainement le phénomène du stalinisme. La possibilité — je ne dis pas du point de vue chronologique forcément, mais comme une des conditions nécessaires — de formuler à nouveau un projet révolutionnaire inclut, et suppose, une crise radicale des systèmes bureaucratiques qui pose de façon nouvelle les rapports entre revendications sociales, revendications démocratiques, socialisme, etc.

**A. A. :** Là-dessus, je suis complètement d'accord avec toi. C'est pourquoi il me paraît nécessaire de ne pas laisser d'équivoque sur les conditions générales dans lesquelles on se trouve à l'entrée de ce nouveau cycle. Et, en particulier, la nécessité de bien comprendre cette « crise de la culture révolutionnaire cumu-

lative qui va de la révolution française à la révolution russe » pour reprendre tes formules.

**D. B. :** Il est bien sûr nécessaire de « garder les yeux en face des trous » comme dit l'autre, et voir ce qui se passe. Ainsi les événements de Chine : il y a des dynamiques, des courants, des forces, contradictoires d'ailleurs. Mais l'effet de brouillage idéologique et politique provoqué par la réaction de la bureaucratie — qui s'ajoute aux précédents — est colossal. On peut toujours dire que, s'il se prolonge, le dégel en URSS ou en Hongrie ouvre tout grand la carte de la mémoire ; mais de là va sortir un tourbillon. Il serait illusoire de croire qu'il suffira de renouer le fil de la continuité, et que l'on peut traiter l'histoire passée comme une parenthèse : en gros, il y a eu un mauvais cauchemar et l'on va retrouver l'opposition de gauche des années trente comme alternative au stalinisme...

C'est donc une boîte de pandore qui s'ouvre et va appeler des redéfinitions. Mais, dans cette gestation là, il y a un enjeu. Nous parlions de bataille sur le front de la mémoire ; on pourrait aborder cette question autrement mais continuons à traiter de ce que nous avons dit, de la nécessité de lui trouver des vecteurs sociaux, de sa nécessaire cristallisation en pôles sociaux, etc... La bataille d'idées, même artisanale, en guérilla, en fait partie. Il peut y avoir, en effet, une réponse dans cette redéfinition qui est de dire, comme Furet, ou Edgard Morin dans son article du *Monde*, que 1789 l'emporte sur 1917. Un simple retour à l'origine démocratique : ici le cauchemar ne serait plus le stalinisme, mais tout simplement l'ère des révolutions.

C'est une vision possible. L'autre vision, que nous devons défendre, consiste à donner un nouvel éclairage de la révolution elle-même. Je suis d'ailleurs frappé par le renouvellement du regard qui existe sur la révolution française, même si, comme tu le faisais remarquer, il n'y a pas de support institutionnel, social, à cela, à la façon dont le PC a pu le faire à une époque.

Ainsi, tout ce qui existe d'interrogations sur la démocratie, ou sur cette question d'économie morale traitée encore de façon marginale en France (l'idée qu'il n'y a pas seulement des soulèvements d'exaspérations, de révolte, qu'il y a aussi une idée de la légitimité, du droit qui est à l'œuvre)... Tous ces éclairages de renouvellement dans la vision de la révolution nous concernent directement. Par exemple, à propos

de la Terreur, on est obligé — en évitant naturellement les jugements anachroniques — de repenser le problème de la représentation politique.

Ce type de travail est une des conditions, un des aspects de la bataille que nous devons mener à l'entrée de ce nouveau cycle.

## **MORALE, DROIT ET POLITIQUE**

**A. A. :** Finissons sur la question de la morale que tu abordes plusieurs fois dans ton livre. C'est vrai que, dans l'après 1968, ces problèmes ne nous intéressaient pas beaucoup. Ou plus exactement la politique révolutionnaire absorbait pour ainsi dire tout l'horizon. Elle était tout à la fois politique, morale, utopie, bref, une espèce de vision du monde.

Cela correspond d'ailleurs à une certaine tradition dans le marxisme : elle explique que le problème traditionnel de la morale est résolu puisque les jugements de faits et de valeurs coïncident. Ou, dit autrement, comme Trotsky le faisait dans *Leur Morale et la nôtre*, morale et politique se confondent, mais la fin ne justifie pas les moyens, car, du point de vue des nécessités de la lutte pour l'émancipation du prolétariat, tous les moyens ne sont pas bons : puisque l'objectif est de le rendre conscient, on ne peut employer n'importe quelle méthode.

Il y avait donc une mise en relation directe des prises de positions d'un individu avec une collectivité, avec un groupe social. Ce qui faisait justement que ce n'était pas tout à fait de la morale au sens classique. Toi, tu as une démarche complètement différente et cela éclaire un peu ton livre. Tu dis qu'il faut fonder une morale de l'homme sans Dieu, le pari n'est plus celui de Pascal mais celui du possible par rapport au réel.

Pour une fois, je vais te citer, ou plutôt citer ta révolution qui parle : « *J'ai pu douter de tout, sans jamais abdiquer mon principe d'espérance. Dans une histoire sans jugement dernier ni terre promise, ma responsabilité est entière. C'est la seule morale pratique digne de ce nom.* » Est-ce une théorie de l'engagement humain sur un pari possible, qu'on peut juger, d'une certaine façon, très sartrienne, et qui éclaire les problèmes que l'on vient de discuter, ou bien veux-tu dire autre chose ?

**D. B. :** Tu mets encore le doigt sur le problème. En gros, il y a deux idées. D'abord, sartrienne

ou pas, une évidence : dès lors qu'il n'y a pas d'absolu de la morale — ni divin ni scientifique — on est dans l'espace du pari raisonné, de l'engagement individuel.

Le problème plus vaste qui est derrière, et qu'en fait tu veux souligner, dépasse cette remarque. Mais je ne l'aborderai pas tout à fait comme toi. Il découle en grande partie de ce que l'on peut tirer justement comme leçons des méfaits ou des ravages des postulats d'homogénéité sociale, qui ont leurs conséquences par exemple sur le problème de représentation politique. On peut maintenir comme perspective historique l'idée d'une socialisation du pouvoir, de l'Etat et du droit, de leur dépérissement. Mais, à l'horizon prévisible, toutes les expériences montrent que l'on ne peut viser à une résorption rapide et totale de l'Etat et du droit dans la société.

A partir du moment où il reste un degré d'autonomie du droit par rapport au pouvoir — et il y a eu d'ailleurs à ce propos une vraie réflexion dans la tradition soviétique — il découle une certaine autonomie entre le droit privé et le droit civil...

**A. A. :** Justement, la chose me semble décisive du point de vue politique comme théorique, et je ne voudrais pas qu'on la dissolve, l'évite, par un simple recours à la conscience morale et à un pathos de l'irréductibilité de l'engagement individuel...

**D. B. :** Peut-être le terme de morale est-il connoté et donc discutable, mais il y a une dialectique de l'interprétation entre droit privé et droit positif. Ce n'est pas une morale individuelle face à l'éternité, c'est une morale qui interprète l'intérêt collectif, qui se situe dans le cadre d'une morale collective, mais sur laquelle personne ne peut avoir le dernier mot.

L'interprétation est une prise de risque. Il restera toujours le recours de la protestation et de la conscience individuelle face au collectif. C'est indiqué dans le bouquin au travers des procès de Jeanne d'Arc ou de Boukharine. C'est une morale très laïque, sans dernier mot. Finalement, très responsable : comment être capable d'interpréter le mouvement de l'intérêt collectif sans être sûr de pouvoir en dire le dernier mot ? Plus généralement, il faut bien constater qu'il existe une dialectique de l'individu en démocratie qu'il est nécessaire de prendre en compte lorsqu'on repense la révolution.

C. L. R. James (1901-1989)

# Briser les chaînes...

ENZO TRAVERSO

« **Q**UEL homme extraordinaire ! La question n'est pas de savoir si l'on est d'accord avec tout ce qu'il a dit ou fait ; mais toute son oeuvre est marquée par le sceau de l'originalité, de son intelligence souple, sensible et profondément cultivée. Une intelligence qui a toujours été accompagnée par une personnalité chaleureuse et un esprit ouvert. Il ne nous a pas transmis une doctrine rigide, mais le plaisir et la curiosité pour la vie dans toutes ses manifestations »<sup>1</sup>. Avec ces mots, l'historien anglais Edward P. Thompson célébrait le quatre-vingtième anniversaire de C. L. R. James. Il me semble juste et important de les rappeler ici, au début de ce bref portrait de l'auteur des *Jacobins noirs*, lorsqu'il vient de nous quitter.

A la fois théoricien marxiste, pionnier du mouvement pan-africaniste, écrivain, critique littéraire et spécialiste de cricket, James était né à Port of Spain, dans l'île de Trinidad, en 1901. Petit-fils d'esclaves, élevé dans une famille d'instituteurs, il fréquenta le Queen's Royal College, l'école la plus prestigieuse de l'île, où il reçut une formation classique selon les traditions de la classe moyenne britannique. Il dira plus tard que les origines de son oeuvre se trouvaient « dans la culture, l'histoire et la pensée occidentales »<sup>2</sup>. Son adolescence fut marquée par la lecture de Shakespeare, ainsi que des classiques grecs et latins, mais son identification à la culture britannique ne pouvait pas s'accomplir sans conflits ni déchirures. Comme la plupart des jeunes intellectuels caribéens de sa génération — George Padmore, Franz Fanon, Aimé Césaire et Cyril Briggs, pour ne rappeler que les plus importants — James fut bientôt attiré par les traditions et les cultures indigènes, représentées par des manifestations comme le carnaval, le *woudou* et en particulier le cricket, un sport d'origine britannique qui cependant était devenu très populaire aux Antilles. Dans la foulée du *garveysme*, il participa en 1919 à la création de la première association nationaliste noire de Trinidad, le *Maverick Club*, et adhéra au mouvement de Captain Cipriani, surnommé « le Garvey de la Jamaïque ».

Comme l'a remarqué Cedric Robinson, le nationalisme s'est développé dans les Caraïbes tout d'abord au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle noire, placée au milieu de la société entre la majorité de la population (les descendants des esclaves) et la bourgeoisie blanche<sup>3</sup>. Il s'agissait d'une intelligentsia marginalisée, à la fois exclue de la société blanche et arrachée à ses propres racines culturelles. On pourrait distinguer trois phases dans ce processus de formation de l'identité nationale : 1. les jeunes intellectuels se radicalisaient, dans un contexte marqué par le colonialisme et la montée des mouvements de libération nationale, après avoir assimilé la culture occidentale ; 2. le nationalisme, l'idée pan-africaniste et le concept de *négritude* exprimaient le rejet de l'assimilation ; 3. l'affirmation d'une identité noire impliquait la découverte de l'Afrique, de son histoire et de ses cultures. James a décrit ce parcours des intellectuels antillais dans les termes suivants : « *Le premier pas vers la liberté consistait à partir à l'étranger. Avant de pouvoir commencer à se concevoir en gens libres et indépendants, ils devaient se débarrasser l'esprit du stigmate selon lequel tout ce qui était africain était inférieur et avili. La route menant à l'identité nationale antillaise passait par l'Afrique* »<sup>4</sup>.

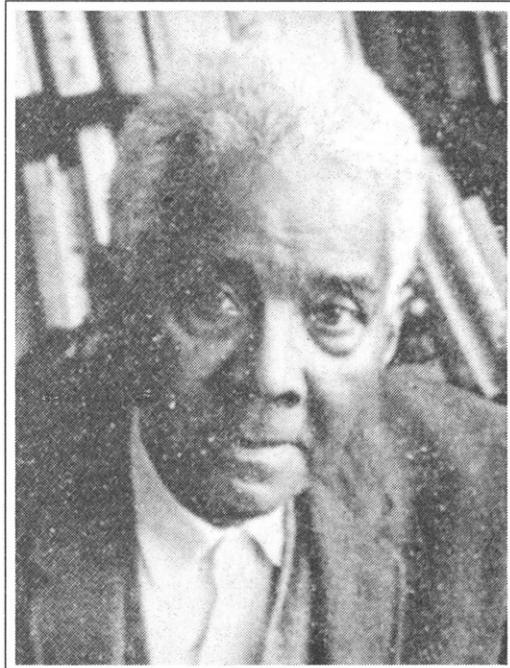
En 1932, James quitta les Antilles et arriva à Londres, où il retrouva son ami d'enfance Malcom Nurse, désormais connu sous le pseudonyme de George Padmore. Il gagnait sa vie en écrivant des articles sur le cricket pour le *Manchester Guardian*, mais son intérêt fut immédiatement polarisé par la vie politique britannique. Il publia une histoire du nationalisme noir à Trinidad, *The Life of Captain Cipriani : An Account of British Government in the West Indies*, qui l'imposa comme un des porte-parole de la cause anti-colonialiste. En Angleterre, il découvrit les luttes du prolétariat industriel, le mouvement ouvrier et le marxisme ; il adhéra au courant trotskyste de l'Independent Labour Party (ILP) et devint un collaborateur régulier de sa presse.

Dans une interview réalisée en 1980, James affirma d'être devenu marxiste sous

l'influence de deux livres : *Histoire de la révolution russe* de Léon Trotsky, paru la même année de son arrivée à Londres, et *Le déclin de l'Occident*, d'Oswald Spengler<sup>5</sup>. Il est impossible de cacher un certain étonnement face à cette juxtaposition de deux ouvrages tellement différents : le premier un classique de l'historiographie marxiste, le deuxième un texte typique de la pensée conservatrice allemande du début du siècle. Evidemment, ce qui explique la fascination de James pour Spengler ce n'était pas les idées politiques qu'il pouvait trouver dans cette œuvre, mais plutôt sa critique radicale de la modernité en tant que forme de civilisation. Il voulait rattacher sa dénonciation du racisme et du colonialisme à un refus de la civilisation occidentale dans son ensemble. Pour un jeune intellectuel comme James, éduqué dans le milieu culturel pragmatiste et positiviste de l'empire britannique, la découverte du *Kulturpessimismus* allemand, même dans ses versions réactionnaires, pouvait apporter des idées nouvelles. Il s'appropriâ cette critique de la modernité en la réinterprétant à la lumière du marxisme.

En 1935, James dirigea le mouvement contre l'invasion de l'Éthiopie par l'armée de Mussolini. Doublement concerné par cette guerre, en tant que Noir et en tant que socialiste internationaliste, il se présenta à l'ambassade d'Éthiopie à Londres pour offrir ses services. Il voulait aller en Afrique pour répandre l'idée socialiste au sein du peuple abyssin et organiser la propagande défaitiste à l'égard des soldats italiens. Il dut renoncer à ce projet, mais à Londres il poursuivit inlassablement son action anti-colonialiste. Il dirigea l'International African Friends of Ethiopia (IAFE) et mena une lutte passionnée au sein de la gauche britannique pour le boycottage de la guerre.

Deux ouvrages, publiés respectivement en 1937 et 1938, témoignent de cette recherche d'une orientation nouvelle entre marxisme et identité noire : *World Revolution 1917-1937*, une histoire de l'Internationale communiste écrite d'un point de vue marxiste mais anti-stalinien, et surtout son chef-d'œuvre *Black Jacobins*, qui trace l'histoire de la première révolte victorieuse des esclaves contre le pouvoir colo-



C. L. R. James.

niale. Cette étude de la révolution de Saint-Domingue, dirigée par Toussaint Louverture entre 1791 et 1803, a été traduite en plusieurs langues et a largement contribué à la célébrité de son auteur. James a résumé en ces termes la genèse de son ouvrage, qui lui demanda une année de travail à Paris, aux archives de la Bibliothèque nationale : « *Je décidai d'écrire un livre dans lequel les Africains - ou leurs descendants dans le Nouveau Monde -, au lieu d'être constamment l'objet de l'exploitation et de la férocité d'autres peuples, se mettraient à agir sur une grande échelle, et façonneraient leur destin* »<sup>6</sup>.

La révolte des esclaves de Saint-Domingue, qui affirmèrent leur dignité d'hommes et de femmes libres et repoussèrent toutes les expéditions françaises jusqu'à l'instauration, en 1803, de l'Etat indépendant de Haïti, se chargeait, aux yeux de James, d'une haute valeur symbolique. Elle prouvait la possibilité de briser les chaînes d'une oppression séculaire amorcée par la conquête espagnole. Dès les premières pages, James montrait que son propos était de mettre en question toute une civilisation : « *Ils introduisirent le*

*christianisme, le travail forcé dans les mines, le meurtre, le rapt, les chiens policiers, les maladies étrangères et la famine artificielle (en affamant les rebelles par la destruction des cultures). Les bienfaits d'une civilisation plus élevée réduisirent la population indigène de 1,3 million à 15 000 habitants en quinze ans<sup>7</sup>. »*

*Les Jacobins noirs* (ainsi qu'un autre ouvrage publié aux Etats-Unis deux ans auparavant, *Black Reconstruction*, de W. E. B. Du Bois), a marqué un tournant dans l'historiographie, en abandonnant l'approche euro-centrique jusqu'alors dominante (y compris dans la culture marxiste). Grâce à ces études de pionniers, non seulement l'esclavage était reconnu pour la première fois comme une des sources fondamentales de la révolution industrielle et de l'accumulation capitaliste dans le monde occidental, mais la question noire était finalement posée dans sa dimension subjective, culturelle et « nationale ». Les bateaux qui transportaient les esclaves de l'Afrique au Nouveau Monde contenaient sans doute de la force de travail, mais celle-ci était faite d'êtres humains porteurs de cultures, valeurs et visions du monde qui donnaient un contenu concret à leurs luttes de libération.

Après avoir participé, en 1938, au congrès de fondation de la Quatrième Internationale, James se transféra aux Etats-Unis, où il resta pendant quinze ans. Ses discussions avec Trotsky au sujet de la question noire, qui amenèrent le mouvement trotskyste à revendiquer le droit d'auto-détermination pour les Afro-américains, demeurent encore aujourd'hui un texte classique<sup>8</sup>. Il aida les marxistes à comprendre que les luttes indépendantes des Noirs pour leurs droits étaient non seulement justes et nécessaires, mais aussi un élément fondamental pour une transformation révolutionnaire de la société américaine. A ses yeux, la question noire n'était pas réductible à une « question de classe » et, par conséquent, il était faux de se borner à revendiquer l'unité des travailleurs noirs et blancs, selon l'attitude alors dominante dans le mouvement ouvrier. En tant que communauté porteuse d'une culture propre (l'héritage du passé africain) et objet d'une oppression spécifique (le racisme), les Noirs américains

avaient tendance à s'organiser dans un mouvement autonome, qui devait prendre toute sa place dans un processus révolutionnaire.

Sa rupture avec le trotskysme s'amorça en 1940, autour de la définition de la nature sociale de l'Union soviétique et de son rôle dans la guerre. Trotsky caractérisait la Russie sous Staline comme un « Etat ouvrier dégénéré », à savoir une société essentiellement post-capitaliste, où l'arriération économique et l'isolement de la révolution avaient permis à une caste bureaucratique de s'emparer du pouvoir sur les cendres des soviets. James, en revanche, voyait l'URSS comme une forme particulière de « capitalisme d'Etat », ce qui l'amenait à refuser toute hypothèse de « défense de conquêtes d'Octobre » — les bases sociales du régime soviétique — dans la guerre en cours. Cette rupture, qui s'acheva vers la fin des années quarante, amena James et le petit noyau d'intellectuels marxistes regroupé autour de lui (Raya Dunayevskaya, Grace Lee, Martin Glaberman, etc.) à une attitude de critique radicale de la conception léniniste du parti. La réflexion théorique de cette période est synthétisée dans de nombreux écrits, dont il suffit ici de rappeler *State Capitalism and World Revolution* (rédigé en collaboration avec G. Lee et R. Dunayevskaya) et une longue étude sur Hegel, *Notes on Dialectics* (visant, entre autres, une critique de l'incompréhension de la dialectique chez Trotsky).

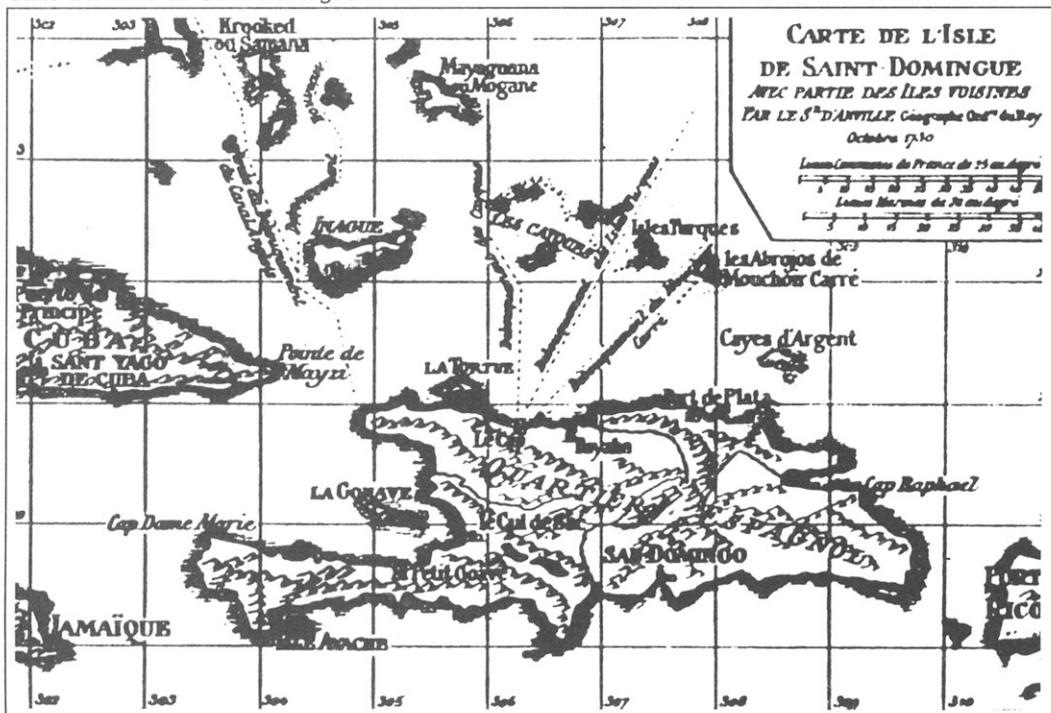
La définition de l'Union soviétique comme « capitalisme d'Etat » différenciait James des autres critiques américains de Trotsky (J. Burnham et M. Shatchman), qui avaient élaboré une théorie du « collectivisme bureaucratique » assez proche de celles proposées en Europe par B. Rizzi et C. Castoriadis. Il me semble que cette analyse de James, fondée essentiellement sur la reconnaissance d'une homologie entre l'organisation capitaliste du travail dans l'usine fordiste et le rétablissement des hiérarchies et de l'autoritarisme dans l'industrie soviétique sous Staline, représente une des faiblesses majeures de sa production théorique. En écrivant que « le régime fordiste... est le prototype des rapports de production dans l'Allemagne fasciste et dans la Russie stalinienne »<sup>9</sup>, Ja-

mes tombait dans le piège de réduire l'ensemble des rapports sociaux à la seule organisation du travail dans l'entreprise. Cependant, son intérêt pour la vie des ouvriers à l'intérieur de l'usine fordiste était sans doute nouveau et stimulant. A Detroit, James découvrit l'« ouvrier-masse » : il ne se bornait pas à définir de manière abstraite la classe ouvrière sur la base de sa position dans le processus de production et de sa mission historique de libération, mais il commençait à la regarder comme un *sujet social concret*. En observant de près la vie des travailleurs américains, on pouvait s'apercevoir de l'existence de clivages ethniques et culturels toujours négligés. Par exemple, l'éthique du travail de l'ouvrier *skilled*, que les photos du début du siècle nous montraient saisissant avec fierté ses outils, était totalement étrangère à l'ouvrier noir *unskilled* de General Motors. Bref, avec James et ses camarades de Detroit, le marxisme commença à s'apercevoir des transformations dans le processus de travail — ce que Harry Braverman appellera « la dégradation du travail dans le xx<sup>e</sup> siècle » — et au sein du prolétariat. D'après Paul Buhle,

James nourrissait une « foi messianique » dans les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière industrielle américaine, qu'il refusait de considérer « arriérée » et « immature » comme le prétendaient certains clichés européens<sup>10</sup>.

Le produit le plus singulier et fascinant de cette période de réflexion théorique reste probablement son interprétation de l'œuvre de Hermann Melville. Victime de la réaction maccartiste, en 1952 James fut interné à Ellis Island en tant qu'« étranger non agréé » (*undesirable alien*). En prison, dans l'attente d'être expulsé vers la Grande-Bretagne, il écrivit *Mariners, Renegades and Castaways*, qui constitue sans doute l'analyse la plus étonnante et originale de *Moby Dick* jamais publiée. Selon James, la grandeur de Melville réside en ce qu'il fut capable de préfigurer, à travers la fiction romanesque, les conflits sociaux engendrés par la révolution industrielle. Pequod, le navire du roman de Melville, apparaissait à James comme une allégorie de la société capitaliste moderne, où les marins symbolisaient le prolétariat industriel et le capitain Ahab la bourgeoisie, décidée à dominer et contrôler sa

Carte ancienne de Saint-Domingue.



1. E. P. Thompson, *C. L. R. James at 80*, dans le recueil établi par Paul Buhle, *C. L. R. James. His Life and Work*, Allison & Busby, London, 1986, p. 249.

2. Cf. C. L. R. James, *Spheres of Existence. Selected Writings*, Allison & Busby, London, 1980, p. 237.

3. Cf. Cedric Robinson, *Black Marxism. The Making of the Black Radical Tradition*, Zed Press, London, 1983, p. 254-257. Sur James voir le chapitre X, *C. L. R. James and the Black Radical Tradition*, p. 349-415.

4. C. L. R. James, « Appendice », rédigée en 1963, à *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Editions Caribéennes, Paris, 1983, p. 347.

5. Cf. Alan MacKenzie, *Radical Pan-Africanism in the 1930s: A Discussion with C. L. R. James*, *Radical History Review*, Fall 1980, p. 74.

6. C. L. R. James, « Préface » (1980) à *Les Jacobins noirs*, p. XI.

7. C. L. R. James, *Les Jacobins noirs*, p. 3.

8. Voir à ce propos Tony Martin, C. L. R. James and the Race/Class Question, *Race*, XIV, 1972, n° 2.

9. *The Class Struggle*, (1950), in C. L. R. James, *The Future in the Present. Selected Writings*, Allison & Busby, London, 1977, p. 132.

10. Cf. Paul Buhle, *Marxism in the USA. Remapping the History of American Left*, Verso, London, 1987, p. 202.

11. Cf. C. L. R. James, *Mariners, Renegades and Castaways. The Story of Herman Melville and the World We Live In*, Allison and Busby, London, 1986, p. 22.

12. Paul Buhle, C. L. R. James. *The Artist as Revolutionary*, Verso, London, 1988, p. 106. Notre bref portrait de C. L. R. James se base largement sur cette biographie remarquable.

13. Cf. C. L. R. James, *Beyond a Boundary*, Pantheon Books, New York, 1984. Voir à ce sujet l'étude de Sylvia Wynter, *In Quest of Matthew Bondman: Some Cultural Notes on the Jamaican Journey*, in Paul Buhle, C. L. R. James. *His Life and Work*, p. 131-145.

14. « Interview », Paul Buhle, C. L. R. James. *His Life and Work*, p. 167.

propre création démoniaque — la civilisation capitaliste — ou à succomber avec elle dans une catastrophe générale. Dans sa lutte contre la baleine, Ahab était disposé à sacrifier son navire et son équipage, comme la bourgeoisie a montré, avec Auschwitz et Hiroshima, qu'elle était prête à détruire l'humanité entière dans le but de préserver son système de domination. Les marins avaient un rapport harmonieux avec la nature, qu'ils respectaient et ne considéraient pas comme « un objet à conquérir et utiliser » ; ils se sentaient en unité avec elle « physiquement, intellectuellement et émotionnellement ». Ahab, en revanche, voulait la dominer et la soumettre. Il était vu par James comme le représentant idéal-typique de la rationalité capitaliste, où l'intelligence et la technologie n'étaient pas développées « afin d'atteindre des buts humains, mais seulement en fonction d'une finalité abstraite »<sup>11</sup>.

Cette critique de la rationalité instrumentale moderne présente indéniablement des affinités avec *La dialectique de la raison*, écrite quelques années auparavant (en allemand) par T. W. Adorno et M. Horkheimer. Cependant, New York ne vit jamais la rencontre des deux philosophes juifs allemands avec cet étrange intellectuel révolutionnaire noir. La cause de ce rendez-vous manqué doit probablement être recherchée, comme l'a bien souligné Paul Buhle, dans la différence de leurs démarches politiques : Adorno et Horkheimer « étaient complètement absorbés par le collapse de l'Occident. James cherchait les fragments de la rédemption »<sup>12</sup>. Les deux philosophes allemands ne voyaient que l'individu atomisé dans la société de consommation (ce que Marcuse appellera bientôt « l'homme unidimensionnel »), tandis que James voyait l'usine capitaliste comme un microcosme totalitaire inévitablement destiné à engendrer ses propres fossoyeurs.

Cette réflexion fut reprise dans *Beyond a Boundary*, le livre qu'il consacra au cricket en 1963, après son retour à Londres. Dans cet ouvrage, un véritable modèle d'histoire sociale du sport et d'analyse marxiste de la culture populaire, il opposait le cricket de la bourgeoisie britannique (« mere entertainment ») à celui des Noirs

de Trinidad, qui exprimaient dans la pratique de ce sport leur recherche d'une vie alternative. Ces deux cultures sous-jacentes au cricket, étaient incarnées d'un côté par le grand batteur australien (blanc) Sir Donald Bradman et, de l'autre côté, par l'idole des Antillais Matthew Bondman. Le premier avait réalisé ses performances (soixante-et-onze points en quarante-cinq minutes) en soumettant le jeu au code de la « rationalité technologique bourgeoise » ; le deuxième, par contre, concevait le cricket comme un sport exprimant une morale et une esthétique. A l'origine de son style il y avait une autre rationalité, liée à la culture de souche africaine des Noirs de Trinidad<sup>13</sup>.

Dans ces dernières années, dans son petit appartement de Brixton, le quartier jamaïcain de Londres, il recevait les visites de jeunes militants noirs provenant des quatre coins du monde. La réédition de tous ses principaux ouvrages (surtout grâce à Allison & Busby), souvent parus originellement dans des revues militantes à faible diffusion, a contribué à faire connaître la richesse de sa pensée aux nombreux lecteurs des *Jacobins noirs*. Tout en demeurant un marxiste convaincu et un révolutionnaire, James était devenu une figure charismatique pour toute l'intelligentsia africaine et afro-américaine. Interviewé en 1981 par Paul Buhle et Noel Ignatin à propos de la relation entre son engagement marxiste et son identité noire, il répondait : « Je suis un Noir (I am a Black man) dans le sens que les Noirs ont été maltraités dans le monde jusqu'à aujourd'hui comme aucune autre couche de la société ne l'a été. Une partie de cette humiliation consiste à nier une grande contribution à la civilisation, à savoir la formation de la culture en Afrique. Donc je suis un Noir parce que je me révolte contre ce qu'ils ont fait et qu'ils continuent à faire vis-à-vis de nous, et aussi parce que j'ai quelque chose à dire à propos de la société qu'il faut bâtir, étant directement concerné par cette tentative d'occultation et de discrédit »<sup>14</sup>. Tel était C. L. R. James. Son marxisme ouvert et créateur, sa pensée humaniste et révolutionnaire, sa sensibilité artistique exerceront une fascination et une influence profondes sur les générations futures.

# La Révolution confisquée

## Dialogue de colonisés et d'historiens sur la liberté...

ALAIN NAZIER

Dominique Ghisoni, militant nationaliste corse trop tôt disparu, avait été l'animateur en janvier 1989 d'un séminaire sur la Révolution française au regard de ses colonies. Les principaux intervenants et ses frères de combat ont entrepris de mettre en forme les actes de ce séminaire. C'est l'objet du livre : *le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*<sup>1</sup>.

CET ouvrage à plusieurs voix nous introduit de plain-pied dans l'histoire coloniale française et dans les luttes de libération nationale qui en découlent. Comme l'écrivait J.-M. Tjibaou<sup>2</sup> : « *Chaque situation coloniale est particulière mais le colonialisme est un, par-delà les diversités de ses mécanismes.* » Dans ce dialogue à plusieurs voix, se feront entendre celles de Kanaky, des Caraïbes et de la Corse.

Les flonflons de la fête s'estompent, les discours vantant la déclaration des droits de 1789 (oubliant au passage celle de 1793 et son droit à l'insurrection) sont rangés pieusement dans les archives. Si une fois ou l'autre l'abolition de l'esclavage fut citée, la question du colonialisme jamais. Et pour cause, la France reste l'une des dernières puissances coloniales du monde, vérité que nous avons trop souvent tendance à oublier. Le petit livre dont il est question a l'avantage de nous rappeler plusieurs faits singuliers par rapport à la Révolution française d'une part, et d'ouvrir une réflexion plus globale sur l'historiographie de la révolution, d'autre part.

Voyons quelques faits. L'abolition de l'esclavage fut tardif (16 pluviôse an II — 4 février 1794). Mieux, ce ne fut que la ratification et la généralisation d'une mesure prise par les commissaires du peuple envoyés à Saint-Domingue et confrontés à l'insurrection des esclaves noirs et à l'intervention anglaise et espagnole pour ravir cette riche colonie à la France. Leur objectif était très clair, sauver la colonie : « *Pressé par tant de circonstances et au moment de voir passer dans des mains ennemies la propriété de Saint-Domingue, je n'ai pas hésité de proclamer la liberté générale dans la province du nord. Mon collègue en a fait autant dans l'ouest et le*

*sud*<sup>3</sup>. » Abolition qui était, par ailleurs, conforme à l'article 18 de la déclaration des droits de 1793 : « *Tout homme peut engager ses services... mais il ne peut se vendre ni être vendu...* » Mais la fin de l'esclavage n'est pas la fin de l'exploitation et de l'oppression coloniales. Les colons s'empressèrent de dénoncer la mauvaise volonté des nègres et de réclamer « *une police des noirs* ». Bonaparte prendra une mesure plus radicale : le rétablissement de l'esclavage. Oruno Denis-Lara, chercheur guadeloupéen, constate que la politique des gouvernements français, de l'esclavage à l'assimilation, n'a qu'un seul ressort : le maintien du colonialisme : « *Un processus de colonisation qui évolue, s'adapte aux nouvelles conditions du marché mondial*<sup>4</sup>. » Sans doute faudrait-il ajouter : et aux impératifs géo-stratégiques de l'impérialisme français. Cette leçon générale-là, les Kanaks en sont la preuve vivante. Wassissi Iopué rappelle fort à propos que c'est à quelques années de la célébration du premier centenaire de la Révolution par la bourgeoisie triomphante que l'insurrection kanaque fut écrasée et le Code de l'indigénat fut promulgué. Le chancre du colonialisme est un démenti cinglant aux thuriféraires de la France pays des Droits de l'Homme et des Lumières. Ces droits furent foulés aux pieds en ce qui concerne les colonies. La révolte des esclaves et des colonisés à toutes les époques démontrent que la volonté de liberté et de dignité des peuples ne souffre pas de limite.

Les Corses n'ont pas attendu 1789 pour secouer la domination étrangère, génoise d'abord, française ensuite, et faire leur révolution, notamment sous la direction du « Père de la patrie » : Paoli. Dorothy Carrington nous resitue l'avancée constitu-



tionnelle de cette révolution, qui s'appuyait sur la démocratie des communautés et faisait des Consultes l'organe législatif éliminant l'exécutif, et proclamait le suffrage universel. J.-D. Gladieu met en lumière les liens contradictoires de la Corse avec la Révolution française. Les patriotes corses ne pouvaient que saluer la libération des patriotes, le retour de Paoli, l'établissement de l'égalité des droits civiques (à la différence des « libres » dans les autres colonies). Mais pas au prix de subir une « peine de France à perpétuité<sup>5</sup> ». Car l'intégration à « l'empire français » ne fut pas un acte d'autodétermination mais une décision unilatérale de la Constituante. La vente des biens nationaux et le morcellement individuel des communaux souleva une vive résistance comme elle avait été un des ressorts principaux de la lutte contre la monarchie. Ceux qui en profitèrent comme Salicetti ou la famille Bonaparte ne pouvaient que souhaiter la défaite de Paoli.

Sur l'ensemble de ces faits comparés à ce qui se passe dans le même temps en France, plusieurs auteurs (D. Ghisoni, F. Gauthier, J.-D. Gladieu, R. Galissot) cherchent à dégager une problématique d'ensemble.

Florence Gauthier synthétise son interprétation de la révolution, révolution des droits de l'Homme<sup>6</sup>. D'un côté, la philosophie du droit naturel consacrant l'égalité, le droit à l'existence, le refus de la conquête et de l'esclavage. De l'autre, la mise en

pratique d'une théorie politique du libéralisme économique. Droit naturel dont s'empareront les couches populaires et qu'elles essaieront d'imposer, tandis que les jacobins la mettront à l'ordre du jour. De-là à penser que leur politique délimitait « un projet alternatif tant au système féodal qu'au système capitaliste<sup>7</sup> », il y a pour le moins l'espace d'un débat.

La question qui hante plusieurs des auteurs est formulée par F. Gauthier : « *Etait-il possible d'empêcher que ce système capitaliste ne devienne hégémonique ? C'est ce que tenta la révolution des droits naturels<sup>8</sup>* ». Au nom du rejet du déterminisme historique et de son utilisation stalinienne, J.-D. Gladieu répond carrément par l'affirmative, allant jusqu'à remettre en cause pour les besoins de sa démonstration le caractère bourgeois de la révolution française : « *Quelle est donc cette révolution bourgeoise au déclenchement de laquelle la bourgeoisie semble étrangère même si elle a pu souhaiter quelques réformes structurelles<sup>9</sup>*. » C'est tout le problème de savoir qu'elle a été à l'époque la classe sociale qui avait les moyens de faire triompher son point de vue et ses intérêts. Faire le constat que le prolétariat et une partie de la petite bourgeoisie n'avaient pas ces moyens, si tant est qu'ils aient eu une idéologie sociale commune (les divergences entre le groupe Amar et les babouvistes en l'an IV sont éclairantes sur ce point) ne signifie nullement se faire les fourriers du conservatisme historique.

R. Galissot dans sa post-face interroge le point de vue de la plupart des intervenants. De plus, il pose le problème de la lutte nationale à travers le concept « *d'historicisation de la nation* » comme sujet de l'histoire. Son hypothèse est qu'il s'agit d'un concept récent, venue de la période romantique. Cette notion peut s'opposer à l'universalisme des droits de l'Homme et il s'interroge sur l'utilité de « *dresser des contre nationalismes à prétention historique* » « *face au nationalisme historique, à commencer par celui de la nation française<sup>10</sup>*. »

Ce livre pluriel a un grand mérite : remettre sur le métier notre réflexion sur une histoire qui n'est pas un passé mort mais imprègne nos engagements présents.

1. *Le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*. Co-édition Scritti et Syllepse, 1989.

2. *Ces îles que l'on dit françaises*, L'Harmattan, 1988. Ce livre est aussi le fruit d'un colloque tenu à Lyon et animé par D. Ghisoni.

3. *Le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*, p. 43.

4. *Ibid.*, p. 53.

5. *Ibid.*, p. 75.

6. Les lecteurs de *Rouge* en auront eu un premier aperçu dans le numéro spécial de *Rouge* consacré à la révolution. Lire aussi : *Permanences de la révolution*, La Brèche, 1989. Nous attendons avec impatience la sortie prochaine de son livre *Triomphe et mort du Droit naturel en révolution* pour y revenir plus à fond.

7. *Le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*, p. 117.

8. *Ibid.*, p. 117.

9. *Ibid.*, p. 128.

10. *Ibid.*, p. 142.

Si vous ne l'avez pas encore fait, ne manquez pas de vous procurer :

**Où va l'URSS de Gorbatchev ?**

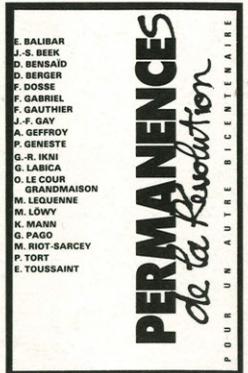
d'Ernest Mandel, 400 pages, 130 F

Le seul livre paru sur la question qui a prévu les grèves ouvrières de masse.



**Permanences de la Révolution, pour un autre Bicentenaire,**  
312 pages, 108 F

Dans cet ouvrage, vingt auteurs sont réunis par un commun refus d'une « commémoration » consensuelle qui a enterré les valeurs mêmes de la Révolution.



**Prochaines publications des éditions La Brèche**

**Crises à Cuba**

de Jeannette Habel, préface de François Maspero.

Dans ce livre l'auteur tire un bilan de trente ans de succès et d'erreurs du castrisme. Elle y analyse aussi la crise qui secoue le pays aujourd'hui, la « rectification » castriste — qui tente de sauver des structures bureaucratiques sclérosées face à l'ouragan déclenché par Gorbatchev — et la signification des récentes exécutions.

**Notes d'Allemagne**

de Victor Serge, préface et notes de Pierre Broué.

**La Montagne, c'est bien plus qu'une immense steppe verte**  
d'Omar Cabezas.

**Georges Sorel, présentation et textes choisis**  
par Larry Portis.

Dans son introduction, Larry Portis explique comment Sorel, sans doute le marxiste français le plus important du début du siècle, a été le premier à proposer une critique radicale de la sociologie bourgeoise, notamment celle de Durkheim. Les textes présentés dans ce volume permettent une nouvelle approche, très actuelle, de ce tenant du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme autogestionnaire.

**Les Mémoires d'Agis Stinas**

traduction et présentation d'Olivier Houdart.

**L'Écologie, un aspect central de la crise de notre temps. Éléments pour un débat**

Traduit de l'italien, ce livre propose une réflexion approfondie et ouverte, historique et actuelle, sur les interrogations que soulève la crise écologique et sur les réponses que les marxistes peuvent y apporter.

**Editions La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, tél : 48 59 00 80.**

**Catalogue sur demande. Distribution distique.**

**Livres en vente en librairie et à la librairie La Brèche,  
9, rue de Tunis, 75011 Paris, tél : 43 67 63 57.**